

## Vilfredo Pareto (1848-1923)

Notes biographiques à l'occasion de la publication  
de ses lettres à M. Pantaleoni (\*)

La publication des lettres de Pareto à Maffeo Pantaleoni (1890-1923), par le soins du Pr. de Rosa, est une oeuvre de la plus haute importance, et l'éditeur ne mérite que des éloges. Pour l'histoire du renouveau de l'économie politique italienne — en décadence au XIX siècle (1), et si florissante depuis 3/4 de siècle — pour illustrer, aussi, certains aspects de l'histoire politique et économique de l'Italie; à d'autres égards, encore, cette correspondance est du plus grand intérêt.

Il est seulement à regretter que les lettres de Pantaleoni à Pareto aient été détruites. Si elles avaient pu être publiées également, l'ensemble aurait eu, dans notre domaine, la même importance qu'ont dans le domaine de la littérature allemande, de la musique, et du marxisme respectivement, les correspondances Goethe-Schiller, Wagner-Liszt, et Marx-Engels.

Quoiqu'il en soit, notre profonde reconnaissance de savant va à notre collègue de Rosa, ainsi qu'à la Banca Nazionale del Lavoro, dont le mécénat s'est montré aussi généreux qu'éclairé.

A l'occasion de cette splendide publication, nous voudrions esquisser ici une biographie du Maître V. Pareto, en utilisant, entre autres, les lettres qui viennent de voir le jour.

(\*) Pour de plus amples détails, je renvoie à mon *Pareto, le savant et l'homme*, Lausanne, 1960.

(1) Voir G. H. BOUSQUET, *Esquisse d'une histoire de la science économique en Italie*, Rivière, Paris, 1960.

### I. Enfance et jeunesse.

Vilfredo Federigo Pareto est né à Paris le 15 Juillet 1848, d'une mère française et d'un père, alors exilé, et qui appartenait à une famille patricienne génoise (2).

On ignore à quel moment précis, il vint en Italie dans ses premières années. En tous cas, quand il quitta la France, ce fut avant l'âge de 7 ans.

Destiné à la carrière d'ingénieur, comme son père, il fit ses études supérieures à l'Université et à l'Ecole polytechnique de Turin. Il soutint, en 1869, une thèse sur les Principes fondamentaux de l'équilibre des « corps solides », récemment rééditée par le Pr. Demaria.

Dans une lettre adressée à A. Antonucci, il a donné les indications précieuses suivantes sur ce qu'alors, il pensait: A seize ans, dit-il, il avait lu Bossuet, qui lui avait fort déplu, tandis que Bastiat, au contraire, satisfaisait pleinement ses sentiments d'indépendance individuelle, totalement opposés à ceux de son entourage. « D'où je puis dire, conclut-il, que mes sentiments ne furent pas acquis, mais étaient l'effet du caractère que j'avais depuis ma naissance ». A vingt ans, il lit Buckle, qui lui rappelle les sciences physiques et lui paraît le *non plus ultra*. Son idéal se fonde alors sur l'économie politique libérale, « science quasi parfaite ». La souveraineté du peuple était pour lui un axiome, la liberté, la panacée, le militarisme et la religion, les fléaux de l'humanité; la ligue de Cobden, « ce qu'il y avait de plus sublime dans l'humanité ».

« Je niais, ou excusais à tout le moins, les maux de la démocratie. La Terreur n'était qu'une légère tache dans le tableau lumineux de la Révolution française ». En Italie, une république aurait fait diminuer les impôts, car démocratie égale liberté, et la liberté n'implique pas de dépenses de la part de l'Etat. Il lui paraissait, comme à presque tous les hommes, que ses convictions étaient le fruit du raisonnement: « Je ne me rendais pas compte que mon raisonnement n'était qu'une tentative pour donner un habit logique à ce que, de toutes façons, le sentiment me forçait à croire » (3).

(2) En septembre 1960, une plaque a été apposée sur sa maison natale, en présence du Maire de Gênes et du Président du Conseil Municipal de Paris.

(3) A. ANTONUCCI, *Alcune lettere di V. Pareto*, Roma, 1938, p. 19 ss. (7 décembre 1907).

## II. Pareto en Toscane (1874-1893).

Après avoir été, d'abord, ingénieur aux Chemins de Fer romains, Pareto se fixa ensuite à Florence, sans doute vers 1874 et finit par devenir Directeur-Général des « Ferriere Italiane », dont le siège d'exploitation était à San Giovanni Val d'Arno.

Cette période de son existence dura une vingtaine d'années. Entre la fin de 1889 et le printemps de 1893 d'importants changements se produisirent dans son existence. En décembre 1889, après la mort de sa mère, il épousa Alessandra Bakounine, âgée de 29 ans. Le Pr. Giacalone Monaco a récemment (4) avancé l'hypothèse que celle-ci n'était pas parente du célèbre révolutionnaire, le Prince Bakounine, motif pris de ce que, en russe, les deux noms ne s'orthographiaient pas de même. Ce renseignement ne semble pas exact d'après ce que j'ai appris de deux savants d'une compétence indiscutable en langue russe et il y a lieu de croire qu'elle était bien sa parente.

A propos de ce mariage, Pareto écrit: « Io non sono avido di denari. All'opposto, ho compiuto atti nella mia vita, compreso il prendere moglie, senza badare ai mezzi di fortuna, che forse persone molto ragionevoli troverebbero da riprendere » (5).

Le second événement à noter est justement le début de ses relations épistolaires avec le Pr. Maffeo Pantaleoni (1<sup>er</sup> Octobre 1890), alors Directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce de Bari (plus tard, professeur aux Universités de Naples et de Rome, ainsi que, pour peu de temps, à Genève); enfin, il fait la connaissance du Professeur français Léon Walras, qui enseignait à Lausanne et auquel il succédera durant l'année scolaire 1892-1893. Mais parlons de sa période florentine.

A ses moments de loisirs, et en particulier durant ses insomnies, l'ingénieur Pareto accumule alors une somme prodigieuse de connaissances les plus variées dans le domaine des sciences économiques et sociales et celui de l'histoire. En particulier, sa connaissance de l'antiquité gréco-romaine est approfondie grâce à sa maîtrise parfaite des langues latine et grecque. Il a pour cette dernière une véritable passion, et son disciple, M. P. Boven me disait un jour que, prenant

(4) Article sur ce mariage malheureux, dans *Giornale degli Economisti*, 1959.

(5) Lettre à Pantaleoni, 7 novembre 1892 (n° 124, II, p. 312).

devant lui, un texte d'Aristote, dans l'original, il lui en lut, d'emblée, la traduction française.

Mais, à cette époque, il s'intéresse moins à la science qu'à l'action pratique: il est, dans le sens qu'avait alors ce terme, un libéral intransigeant, tout en particulier dans le domaine économique. A cet égard, ses écrits sont alors bien intéressants pour caractériser une mentalité, aujourd'hui disparue, et dont il a existé des exemples curieux. C'est ce que je pourrais nommer la « religion libre-échangiste » (Cobden, Bastiat, Fr. Ferrara), qui devait remédier à tous les maux de la société. Même les partisans les plus convaincus de la politique économique libérale, anti-interventionniste, ne sauraient plus, aujourd'hui, partager cette exaltation.

Pareto préfère, d'ailleurs, encore les protectionnistes à ceux qui volent l'argent des autres grâce à de louches combinaisons politiques et à l'appui de pouvoirs publics corrompus. Il écrit à Pantaleoni (lett. 103, 14 août 1892, I, p. 273):

« Se faccio sacrifici, è per andare dietro ad un ideale di onestà e di benessere pei poveri, ma non mi sogno di farne per favorire i ladri. Pensino loro ai fatti propri. Ti dirò anzi che per me sono piuttosto disposto a fare lega coi protezionisti (meglio con nessuno!) per dare addosso a tutto quel canagliume che colle Banche, Risanamento, Tiberina, ecc. ecc. ci mangiano vivi, che a fare lega con questi ladri per combattere i protezionisti.

Sono rimasto nel fallimento Fenzi per 5.000 lire. Una parte mi saranno mangiate dalla Banca Toscana, *mercè l'aiuto del governo!* E per me meno male; ero povero prima, e sarò povero dopo. Ma c'è gente che ci aveva tutto il suo patrimonio, e che cadono in miseria. E mi discorri dei *furti* dei protezionisti! Tra i protezionisti c'è qualche galantuomo *ignorante*; tra la gente che ci spoglia coll'aiuto del governo non ci sono galantuomini.

Io dunque ripeto che se debbo seguitare a pagare lo zucchero 1,50, preferisco che ne godano i fabbricanti che il governo. Ma non farei sacrifici per dare i quattrini o all'uno o all'altro. I sacrifici li farei *unicamente* perchè i miei concittadini, ed io con loro, potessimo avere zucchero, petrolio, grano, ecc. al prezzo che si paga in Inghilterra, senza dovere dare nulla nè al fisco nè ai fa[b]bricanti. Al fisco basterebbero le imposte dirette, quando lo Stato fosse solo una « questura ». E per difendere l'indipendenza del paese, non occorre andare a Massaua, nè guarentire il possesso dell'Alsazia-Lorena alla Germania, nè darci pensiero dell'« equilibrio del Mediterraneo »!

Da quanto sento dire, il Genala sta escogitando nuove convenzioni. La Mediterranea e le Meridionali guadagneranno, poniamo, un centinaio di milioni. Dimmi tu chi li pagherà? Io dico i contribuenti. Non è neppure generoso di inveire contro un povero industriale, che a mala pena si mantiene colla famiglia, rimproverandogli la protezione di cui gode, e poi lasciare scappare così le centinaia di milioni!».

Il ne réussit guère d'ailleurs, dans son action pratique. Candidat aux élections législatives de Novembre 1882, il est battu dans la circonscription de Pistoia-Prato. En 1891, des conférences qu'il veut faire à Milan sont interrompues par la police. Il en publie alors le texte dans la *Revue des Deux Mondes* (Paris), ce qui exaspère le ministre Luzzatti. Comme il cite, dans un autre article paru en français, une étude de son ami Pantaleoni, ce dernier, à son tour, a de très graves ennuis avec le gouvernement italien. Il écrit (lett. 50, 20 janvier 1892, I, p. 161):

« Non ho che un solo punto debole alla mia corazza: l'interesse degli amici. Per tutto il rimanente il governo non ha azione su di me. Non mi può più fare danno, per la ragione che non si può fare cadere chi è già in terra. Ho rinunciato a tutto. Mi sono ritirato quassù. Cosa può seguirmi di peggio?

Se mi fa un processo, me la rido. O vinco, o perdo. Se vinco, è male pel governo; se perdo, me ne vado in Svizzera. Peno poco; questa estate non volevo nemmeno più tornare in Italia!

Se manda qualche briccone a stuzzicarmi, mi difenderò. Ammazzo i topi colla pistola, e tiro di spada discretamente. C'è da fare passare un brutto quarto d'ora a qualche *bravo* ».

Il est difficile de juger aujourd'hui si, vraiment, il a couru, à ce titre, quelque risque.

Son attitude doctrinale est très nette: libéral, il ne veut pas d'un « socialisme », d'une intervention de l'Etat, en faveur de la bourgeoisie en particulier; et il a même, à cet égard, des formules particulièrement énergiques: à propos de la monographie d'un ouvrier romagnol, jouissant d'un revenu de 586 livres par an, il calcule que le dixième de cette somme misérable passe au gouvernement protectionniste. Il réclame: « Un peu plus de justice, un peu moins d'armements. Tant pis pour nos gloires africaines et la garantie (donnée à l'Allemagne) de la possession de l'Alsace-Lorraine » (*Giornale degli Economisti* décembre 1892). Déjà, dans ce même organe (juin 1890), il avait relevé que les propriétaires de

rizières en Italie se liguent pour obtenir la protection du gouvernement, et quand « leurs ouvriers demandent un peu de protection, on leur répond en les fusillant... L'heure de l'expiation viendra enfin pour les classes gouvernantes. Lentement, mais sûrement, la marée socialiste monte sur le continent européen ». Tout cela, parce qu'on ne pratique pas le libre échange, et Pareto de montrer à cette époque, comme il le fera à Lausanne, dans nombre de publications, les maux que le protectionnisme engendre en ruinant le pays, de connivence avec le militarisme. Le libéralisme, lui, au contraire, demeure la doctrine « intangible, franche, droite, saine », et les libéraux ne gagnent rien à se placer sur le terrain des astuces de la politique. Quant à lui, il fait sienne la devise du Cobden Club: « Libre échange, paix, bonne volonté entre les Nations ».

Le dégoût le gagne (6); dans un article de ton très mesuré, « Parliamentary Regime in Italy », de la *Political Science Quarterly* (1893, p. 676 et suiv.), il expose qu'il n'y a pas de vrai parti politique dans son pays, mais des groupements de gens sans convictions, dont la plupart des membres sont des bourgeois, recherchant l'intérêt de leur groupe. L'emprise de l'Etat sur la vie économique du pays permet toute sorte de malhonnêtetés, et les députés exercent jusque sur les juges une influence des plus fâcheuses.

Notons toutefois que, peu de temps avant de devenir professeur à Lausanne, Pareto commence à publier quelques travaux d'économie mathématique, c'est-à-dire à partir de 1890 mais ils sont encore de peu de portée.

En tout cas, comprenons bien que jusqu'à la fin de la période florentine, ou peu s'en faut, Vilfredo Pareto, qui a maintenant quarante ans bien passés, n'a rien donné à la science. Son immense érudition demeure un trésor caché. Il n'a peut-être pas gâché son existence, mais rien ne permet de deviner qu'il fera quelque chose de notable au cours de sa vie. Des vocations si tardives sont extrêmement rares.

En Toscane, Pareto n'a pas été un ingénieur de tout premier plan. Dans le domaine de l'action politique, non seulement il n'est

(6) Etant au Splügen, il écrit à Pantaleoni (lett. 22, 18 août 1891, I, p. 55): « ... ci sono dei momenti nei quali... avrei voglia di neppure più tornare in Italia..., non ho la menoma probabilità di non essere mai *nulla* in Italia ». A son avis ce qui s'y passe est pire que le scandale du Panama en France, où on a au moins le courage de publier la vérité (lettre à Placci, 29 novembre 1892).

arrivé à rien, mais on n'a pas le sentiment qu'il ait été pour le gouvernement un adversaire très redoutable. C'est un idéaliste, fort intelligent, d'une énergie indomptable, un homme profondément honnête, révolté (un peu candidement?) de voir le monde si peu d'accord avec son idéal, et qui, dans la mesure de ses faibles forces, s'attaque en vain aux réalités mesquines de la vie politique, avec ses coalitions d'intérêts souvent sordides. S'il était mort à quarante-deux ans, personne n'aurait pu soupçonner qu'il serait un jour un penseur, et je doute que, même dans les ouvrages italiens les plus détaillés d'histoire économique, ou politique, son nom eût seulement figuré quelque part en note, au bas d'une page. Ce silence eût été justifié (7).

### III. Lausanne (1893-1900).

C'est vers 1890 que Pareto eut connaissance de l'oeuvre de Léon Walras (1837-1910), titulaire de la chaire d'économie politique, depuis 1870, à l'Académie (plus tard : Université) de Lausanne. On trouvera sur les rapports entre Walras et Pareto d'abondants renseignements dans l'article du Pr. Schneider, et je n'y insiste pas ici.

Pareto lui succéda, prononçant sa leçon inaugurale le 12 mai 1893. Peu à peu il renonça à l'enseignement eu égard à son état de santé.

Lorsqu'il arriva à Lausanne il y avait fort à faire pour remonter le niveau pédagogique des études économiques. Une lettre à Pantaleoni (lett. 162, 22 mai 1893, I, p. 374) nous fait savoir qu'à la fin de son enseignement, Walras, savant de tout premier ordre, n'avait plus que six élèves, tandis que bientôt il en aura, lui, 56. D'autre part, la Bibliothèque était d'une pauvreté lamentable. Dans cette même lettre il remarque :

« Mi tocca comprare libri a più non posso. C'è una biblioteca qui dove la più recente opera di economia politica è il libro del Mill!!! (8). Mi hanno detto che come nuovo professore potevo fare comprare due o tre nuovi volumi, non troppo cari!!! Due o tre volumi! Per conto mio mi occorre comprarne diecine! Mi consolo vedendo che i miei studenti sembrano prendere gusto a ciò che insegno loro ».

(7) Sur tout ceci, voir aussi l'article du Pr. ERICH SCHNEIDER, *Vilfredo Pareto. L'economista alla luce delle lettere a Maffeo Pantaleoni*, publié dans ce numéro (p. 17 ss.), § 1.

(8) JOHN STUART MILL, *Principles of Political Economy*, Londra, 1848.

A partir de ce moment, il faut distinguer deux choses chez Pareto : a) l'homme qui, comme jadis, lutte pour un idéal; b) le savant qui, maintenant apparaît et dont l'oeuvre va se construire régulièrement.

a) Jusque vers la fin du siècle, Pareto ne change guère ses idées, et en particulier, il continue à attaquer violemment le gouvernement italien. A ce propos, on peut se demander une chose : a-t-il aimé son pays, et a-t-il aimé la France?

Sur le premier point, je suis en désaccord avec l'opinion régnant généralement sur ce point en Italie, mais je refuse de m'y étendre. Je me contenterai de renvoyer aux pages 130 et s. de mon *Pareto, Le savant et l'homme* (Lausanne, 1960) : il n'appartient pas à un étranger, écrivant dans une revue italienne, d'insister sur cette matière (9).

Quant à la France, je ne connais pas non plus une seule déclaration de lui, tendant à établir qu'il lui était attaché. En 1920, il a publié dans la collection de l'*Action Nationale* une brochure intitulée : « Une campagne antifrançaise ». Il serait difficile de dire que ce soit un écrit de propagande : c'est une sèche discussion de faits, dans le style amer de ses dernières années.

Mon sentiment est qu'à ses débuts, il en voulait surtout au gouvernement italien, puis aux universitaires de son pays, mais qu'il est devenu de plus en plus indifférent aux choses de ce monde, et en particulier à celles de son pays.

De toutes façons, je ne puis m'associer à ce que le Pr. Schneider écrit à ce sujet dans son propre article (10) (§ IX).

b) D'autre part, le Maître devient maintenant un savant, dont l'oeuvre sera considérable : à côté d'un très grand nombre d'articles et de travaux divers (11), il va publier ses quatre oeuvres principales :

(9) Depuis l'impression de mon livre, il m'a été signalé (sur la base d'un article du *Corriere Mercantile*, Gênes, 15 juin 1960) qu'en 1918 Pareto avait fourni quelque aide matérielle à son ami Panella chargé par le gouvernement italien d'une mission secrète à la frontière austro-suisse (laquelle n'eut d'ailleurs pas lieu). Ce fait ne saurait prévaloir, à mes yeux, contre plus de 30 ans de déclarations anti-italiennes, sans aucune affirmation de patriotisme, si petite soit-elle.

(10) Le Pr. Schneider dit encore que Walras, lui aussi « exilé scientifique » aimait la France. Cela est possible, mais il ne cite pas de texte pour soutenir son opinion. Pour Pareto, je le nie.

(11) Voir l'excellente bibliographie à la fin de la Correspondance avec Pantaleoni et, en plus, sur quelques points, celle que j'ai publiée, ronéotypée, au Laboratorio Pareto, Facoltà di Economia e Commercio, Genova, 1959.

1) *Le Cours d'Economie Politique* (Lausanne, 1896-1897, deux tomes).

2) *Les Systèmes Socialistes* (Paris, 1901-1902, deux tomes).

3) *Le Manuale d'Economia Politica*, Milano, 1906. Traduction française avec l'Appendice mathématique, complètement remanié, Paris, 1909).

4) *Le Trattato di Sociologia Generale*, Firenze, 1916, 2<sup>e</sup> édit. 1923, traduction française, Paris, 1917-1919. Excellente traduction anglaise, sous le titre, *Mind and Society*, New York, 1935, « by A. Bongiorno and A. Livingstone, with the advice and active cooperation of J. H. Rogers ».

Nous ne traiterons pas ici de ces volumes et renvoyons, pour ce qui est de l'économie pure, à ce qu'en dit le Pr. Schneider.

Par contre, nous voulons attirer l'attention du lecteur sur quelques autres points intéressant la personnalité de notre auteur et pour lesquels sa correspondance avec Pantaleoni, entre autres, nous fournit des documents bien intéressants.

C'est, en premier lieu, ce qui concerne l'amitié chez le Maître. Il est toujours resté très fidèle à ses amis, même lorsqu'il n'est pas d'accord avec eux (par ex., lorsqu'il est opposé, à l'époque de l'affaire Dreyfus, à l'antisémitisme de son ami Placci) et il rend même les plus grands services aux socialistes italiens fuyant leur pays après les troubles de Milan en 1898. D'ailleurs Pareto a toujours distingué entre les doctrines dont il est l'adversaire et les hommes.

Giacalone Monaco, dans son excellente édition des lettres à Placci, observe à juste titre (12):

« Non solo col Placci dimostrò amicizia, ma col Sensini, col Viaci — come si vede dalle lettere da essi pubblicate — ma con tutti coloro con i quali ebbe rapporti, sia pure epistolari. Fin con gli avversari politici: « Ho avuto in casa mia parecchi profughi socialisti fuggenti le regie carceri italiane. Purtroppo amici miei carissimi, tra cui il Turati ed il Romussi, ci sono rimasti chiusi dentro, onde molto ne sono addolorato » (p. 11). « Il Turati è socialista ed avversario mio politicamente e socialmente, ma è stato iniquamente condannato, e anche illegalmente condannato (come pare sia stato il Dreyfus) e ciò basta perchè io ne prenda le parti » (p. 13). Il est donc permis de conclure avec l'éditeur: « Pareto che ha dedicato tutta la vita a ben guardarsi dalle insidie del

(12) P. 34 et 33.

sentimento nella valutazione dei fenomeni sociali, nei rapporti con gli amici dimostra una tendenza e una fedeltà commovente ».

Il en est bien des preuves aussi dans la correspondance avec Pantaleoni; en particulier lorsque ce dernier songe à répondre à l'appel de l'Université de Genève. Dans la lettre suivante, on a aussi un curieux exemple de l'esprit d'économie chez Pareto, très opposé aux prodigalités de son ami, et du peu d'intérêt qu'il porte à l'existence; enfin, il s'y montre tout à fait malthusien en pratique:

« Per bilanciare le entrate colle spese tu non vedi che un modo: crescere ad ogni costo le entrate. Ma, caro mio, ci sarebbe anche il modo di scemare le spese. Mia moglie, tre gatti ed io viviamo qui senza mai spendere più di 8000 franchi all'anno. Tu spendi 4000 franchi per un viaggio in Svizzera. Ma santo diavolone, come direbbe l'on. Crispi, dove li hai buttati via quei quattrini? Hai le mani bucate? Tu vuoi vivere all'americana; ma sei in Italia, non in America! La Sig.ra Emma ti avrà portato un cordoncino mio per le lenti, e ciò perchè ti prego di comperarmene 2 dozzine quando andrai a Firenze. Vedi a che piccole economie io penso! E la Dina fa lo stesso. Naturale che sarebbe più comodo, quando ho bisogno di un cordoncino per lenti, andare qui da un ottico e comprarlo per 1 franco; ma poichè so che da Sbisà posso avere quei cordoncini per circa 0,30, penso molto per tempo a provvederli. Economie di centesimi, dirai: sì, ma  $0,10 \times 1000 = 100$ .

Appunto perciò dicevo che è *utile* avere la moglie in buona salute. Se la Dina mi si ammala, io non la posso tenere qui indefinitamente, perchè non ho modo di spendere ciò che occorre, se manca l'opera sua, per fare andare bene la casa. Dico lo stesso se fossi io sempre ammalato, in modo da non potere fare lezioni. Dunque, è *dovere* morale mio di mantenermi in buona salute per potere guadagnare e portare in casa quattrini; è *dovere* morale di mia moglie di essere anch'essa in grado di disporre con economia del poco che abbiamo. Da ciò segue, con dimostrazione matematica che nemmeno lo Edgeworth o il Pearson potrebbero impugnare, che se uno di noi due è ammalato, *deve* curarsi e curarsi *bene*. Non mi fa mica piacere quella legatura del bicarbonato di soda, e di non potere andare a pranzo fuori di casa. Se fossi ricco, forse qualche volta direi: 1) il piacere, 2) la salute. Ma io ho bisogno della salute per guadagnare, quindi la salute deve essere prima.

Se io stessi a Roma, l'estate andrei sui monti, perchè a Roma non posso lavorare. Andrei sui monti, ma non spenderei 4000 lire in un mese! Mio zio mi ha detto tante volte: « Badate alle *piccole* spese, sono esse che fanno le *grosse* somme ». E la pratica mi ha proprio insegnato che aveva ragione. Quando rimasi allo Splügen un mese con mia moglie,

si disse insieme: "Paghiamo la nostra pensione all'albergo e di altre spese faremo zero". Così fu fatto. Onde, per noi, la spesa era determinata matematicamente moltiplicando il numero dei giorni per il prezzo giornaliero della pensione che, se bene ricordo, era di 13 fr. per noi due.

Discorriamo ora dell'*utilità* dei figli. Perché l'estate non li dai alla nonna? Più diavoli di ciò che sono ora, è impossibile che divengano. Come vuoi che una quantità possa essere  $> \infty$ . Tu lavori come un cane, tua moglie è sempre ammalata, e volete educare ragazzi! Io non riesco nemmeno a coltivare il mio giardino, perché mi manca il tempo. Colla Dina è appena se abbiamo tempo per educare i gattini che ogni tanto ci dà la Suzette. Non voglio avere figli, un poco perché sono pessimista e non voglio avere la responsabilità di mettere un altro essere umano in questo mondaccio (e così pure avesse pensato mio padre! quanto sarebbe stato benel), un poco perché non me ne potrei occupare. E tu hai la fortuna grande, straordinaria, che c'è tua madre che si occupa dei tuoi figli, e non intendi quanto ciò giovi a te e a loro!

Tu e tua moglie, se vivete con economia, potete vivere con 8000 fr. all'anno, più 2400 per la tua assicurazione, 1500 pel *Giornale* (il De Viti, colla sua americana, potrebbe spendere di più!), 4000 per due ragazzi che sono qui. In tutto, 15.900. Se vai a stabilirti a Napoli, ne hai 3600 + 4300 + 1500 = 9400 dalle tue rendite e dalla cattedra, e ti rimane da procurartene 6500 col lavoro. Un poco colla Cirio, un poco con altro lavoro che potrai procurarti, riesci *certamente* a guadagnare di più. Quel di più lo risparmi e comperi tanti buoni titoli (non di quelli che compri io!) e ogni anno crescono le 3600 lire che hai di reddito. Invece, se speculi e se perdi, ogni anno scemeranno! Rischia il tuo lavoro, sta bene, ma non rischiare quattrini!

È vero che tutto quel mio ragionamento ha un vizio capitale. Dimentico la soggettività della ofelimità. Io desidero sovra ogni cosa la quiete, e tu il moto; e mi puoi dire che una vita come quella di cui ti discorro non ti piacerebbe, e che preferisci rischiare di stare peggio, ma intanto vivere meglio. E a ciò non c'è nulla da rispondere. Solo può giovare ricordarti ciò che accadrebbe ove le tue speculazioni andassero male. Se tu hai *bene* considerato ciò, se hai presente in mente lo stato tuo ove ti toccasse vivere colle sole 5800 lire della cattedra (se tutto va male), in tal caso l'equazione è ben posta ed hai ragione di risolverla nel senso della maggiore ofelimità presente » (lett. 230, 28 octobre 1896, I, pp. 476-479).

Voici des exemples de sa sollicitude pour son ami:

« Ho piacere che un consigliere di Stato ginevrino sia venuto a trovarti. Vuol dire che capiscono quanto a loro preme di avverti. Io sono

rimasto fedele a Losanna, ma non so se sarà un bene per quest'Università. Divento vecchio, e tu invece sei nel fiore dell'età e puoi lavorare più assai di me.

Fai bene di occuparti del francese. Ma nota bene che lo studio che ti proponevo sulla ricchezza in Svizzera lo puoi fare senza avere troppo cura della parte letteraria.

*Prolusione.* - A Losanna (e credo anche a Ginevra) è una solennità. Non conviene di leggere. Studia a memoria ciò che dovrai dire. Recitalo a tua moglie, o recitalo a me quando verrai qui. A proposito: dovresti parlare francese con tua moglie per acquistare pratica » (lett. 261, 19 février 1897, II, p. 38).

« Abbiamo avuto la stessa idea per le vacanze. Fai bene di venire qui. Se vuoi, faremo matematica *in francese*. Così prendi due piccioni ad una fava. Come sai, abbiamo una cameretta. Sarebbe troppo piccola per te e per la Sig.ra Emma, ma per uno di voi due può bastare. Mentre sarai qui, potrai anche fare il lavoro sulla ricchezza in Svizzera » (lett. 272, 23 mars 1897, II, pp. 57-58).

Et voici qui est fort beau: Pantaleoni, qui semble avoir été un esprit très instable, ayant accepté de venir à Genève, change d'avis et veut, semble-t-il, chercher au moins à y gagner plus d'argent. Pareto lui fait observer, amicalement, mais très fermement:

« Tu non puoi, senza fare una cattivissima figura, rifiutare ora a Ginevra. Un galantuomo non ha che una parola, e tu hai preso impegno di venire a Ginevra. Non è vero che sei impegnato qua e là, poichè non hai preso impegno di *rimanere* a Napoli. Quando da Ginevra ti offrono il posto, potevano bene quei signori di Napoli fare ciò che hanno fatto ora, poichè a loro fu nota per tempo la cosa. A Ginevra diranno che ti sei servito di loro per ottenere migliori patti a Napoli e che, ottenutigli, hai mancato loro di parola. Ora tu hai firmato una cambiale e *devi* pagare. Non posso discutere il caso che un uomo come te possa mancare di parola. Cosa diresti se, dopo che hai dato la demissione a Napoli e che hanno nominato il tuo successore, ti giungesse una lettera di Ginevra che ti dicesse che ti mettono in libertà e che hanno scelto un altro? Ma sono gente onesta e non farebbero mai ciò. Dunque, come mai tu faresti una cosa simile? »

A Napoli conservino libera la cattedra (lo è stata tanto tempo!) e tu fra un anno o due, se trovi la menoma difficoltà a Ginevra, dando la ragione della salute di tua moglie, puoi tornare in Italia.

Io non ti posso consigliare cosa che sia contro all'onore. E il non mantenere l'impiego preso coi ginevrini è contro all'onore » (lett. 286, 14 juin 1897, II, pp. 82-83).

Quelques jours plus tard il dit encore:

« Speravo ricevere una tua lettera che mi desse notizie di ciò che conti fare.

Se tu manchi di parola ai ginevrini, non solo ci fai una pessima figura, ma in generale diranno: "Ecco come trattano gli italiani". Ed in particolare io, che ti ho raccomandato, ci farò pure una brutta figura, e certo nessuno più crederà alle raccomandazioni che potrei fare per amici.

Mi pare che tu, col vivere a Napoli, non ti fai più un concetto esatto di ciò che si pensa all'estero. In ogni modo fammi il piacere di scrivermi, perchè, quando mi discorrono di te, non so più che viso fare. Qui nessuno ardirebbe nemmeno supporre che tu mancassi alla promessa di venire.

Tu dicevi che i professori sono come i cantanti: vanno ove sono meglio pagati. Va bene, ma firmata la *scrittura*, devono mantenerla!

Bada, poi, che non sei sicuro di ciò che ti può seguire in Italia, e che, se tratti in quel modo i ginevrini, ti chiudi assolutamente la via per trovare qualche cosa all'estero, quando ti occorresse » (lett. 287, 19 juin 1897, II, p. 84).

Et enfin:

« Ecco un professore che *desiderava* venire a Ginevra, si fa raccomandare; il governo ginevrino accetta le condizioni *richieste* da quel professore, ne fa persino l'oggetto di una legge speciale. Quando ha avuto ciò che voleva, il professore muta parere. Non vuole più venire, e per non dire un semplice no, va scavando pretesti e procura di dare tutte le noie possibili al governo ginevrino, per farsi restituire la parola data! Sarà un bel modo in Italia, ma qui lo giudicheranno diversamente.

Infine lasciamo stare. Su ciò non c'intenderemo mai » (lett. 291, 1<sup>er</sup> août 1897, II, p. 93).

Citons encore ce court billet très enjoué et qui nous montre Pareto, l'ami, sous son aspect le plus sympathique:

« Tu calunni il battello a vapore. Ci si mangia benissimo. Parto alle 11, faccio colazione a mezzogiorno, quindi proprio all'ora mia solita, e giungo alle 2 a Ginevra. Preferisco molto il battello alla ferrovia; tutto sta che il lago non sia agitato. Per ora non c'è vento e mi pare che tutto vada bene. Non incomodarti a venirmi a cercare, avresti appena il tempo di fare colazione per trovarti alle 2 all'arrivo del battello (secondo dove si ferma prima, cioè, mi pare, *quai des Anglais*; scenderei al *quai du Mont Blanc* solo se non si fermasse il battello al *quai des*

*Anglais*, che è più vicino a casa tua). Troverò bene la mia strada, non dubitare. Pranzo a casa tua e poi riparto alle 9½ (è l'ultimo treno).

Bravo, mi fai diventare un bau bau pei bambini e pel cane! Senza il menomo rispetto per l'Economia Politica! Per vendicarmi, dirò alla sig.ra Emma che tu sei uno sciupone; scrivi in Svizzera con cartoline da 10, e così regali alla posta 5 cent. In quanto a mia moglie, non so nemmeno più dove sia. A Ginevra c'è un certo sig. Bridal che va predicando il femminismo. Accidenti! Mi pare che si dovrebbe predicare l'*ominismo*. Se torno a rinascere, non mi sposo più. Ma già, quante belle cose farei se rinascessi! Procurerei, intanto, di non essere di un paese ove i commendatori ladri crescono come i funghi. Hai veduto il nuovo scandalo Perrone, Ogni giorno ce n'è uno nuovo » (lett. 300, 28 octobre 1897, II, pp. 109-110).

Nous en avons, je pense, assez dit de la sorte sur ce sujet.

Nous voulons maintenant attirer l'attention du lecteur sur un autre aspect de la mentalité de Pareto, mais qui apparaît assez peu dans la correspondance avec Pantaleoni: nous voulons parler de son ironie. Celle-ci est étincelante et cela a même fait tort à son oeuvre scientifique, car, trop souvent, dans celle-ci, il adopte — comme lorsqu'il se livre à des polémiques — un ton qu'on ne rencontre généralement pas dans des livres scientifiques.

En voici quelques exemples, entre bien d'autres:

« Quand on ignore jusqu'à l'existence de certains problèmes, on n'éprouve évidemment pas le besoin de les résoudre ». (Je cite de mémoire). Aux utopistes: « Si vous m'affirmez qu'un homme peut vivre jusqu'à deux cents ans, en mâchant chaque jour une feuille de thym, je ne suis pas acculé au dilemme d'admettre votre proposition, ou de trouver un autre moyen de prolonger la vie jusqu'à deux cents ans ». (*Systèmes socialistes*).

Devant le jeu de la loi de Gresham, « l'honorable Giolitti éprouva les mêmes sentiments que Xerxès faisant flageller l'Hellespont »; mais, lorsqu'il finit par se calmer, « ce n'est pas l'Hellespont, mais bien le contribuabile italien, qui continua à être flagellé » (*Giornale degli Economisti*, 1893, t. II, p. 275). A propos de la même question, les lois italiennes ne réprimant pas l'exportation de petite monnaie, un citoyen, pour l'avoir fait, avait été puni en vertu d'un texte parlant de tout autre chose (« fausses nouvelles et coalitions », art. 293 C.P.I.): « Nos lois ne punissent pas ce délit, mais c'est pour la même raison que les lois romaines se taisaient au sujet

du parricide, et il convenait que les magistrats réprimassent un pareil forfait » (*ibid.*, p. 387).

Dans le *Journal des Economistes* (mai 1892), parlant de la protection médicale en Italie, il écrit, à propos d'un arrêt de la Cour de cassation de Turin: « Jusqu'ici, nous sommes libres de choisir nos chats comme nous le voulons pour attraper les souris, mais il nous faudra peut-être bientôt des chats diplômés par le gouvernement, ce qui permettra à quelque politicien d'obtenir une sinécure, en se faisant nommer inspecteur de ces félins ».

Livingstone s'est fait raconter ceci par Racca (*Sat. Review of Litter.*, 1935, t. XII, n° 4): Quelqu'un ayant dit à Pareto, après la mort de son oncle à héritage, que le défunt menait maintenant *a better life*, l'héritier répondit: « Hélas, but so have we! ».

Dans les *Systèmes Socialistes*, il observe que les réformateurs veulent cristalliser la société. S'il en avait été ainsi jadis, « nous n'aurions pas eu les oeuvres de Rousseau, Morelli, Comte — ce qui n'aurait peut-être pas été un grand malheur » — mais pas non plus celles de Galilée, Newton, etc. « M. Brunetière partage avec Comte l'amour de l'unité et la haine de l'individualisme perturbateur », mais si Comte vivait encore et qu'on l'enfermât avec M. Brunetière, on pourrait craindre que ces deux auteurs ne finissent par s'entre-dévoré, tandis que, grâce à la liberté, ils ont pu écrire tant qu'ils ont voulu, et la perte pour la société se réduit simplement à quelques rames de papier et à des frais d'impression ».

Un économiste ayant eu le malheur d'écrire que « le prix est une manifestation concrète de la valeur », Pareto remarque: « Avec cette admirable phraséologie, on pourra dire que le chat est la manifestation concrète de la félinité ».

A propos de la réalité du monde extérieur, qui ne serait formé que de concepts:

« Il se peut qu'une feuille de papier portant une vignette quelconque et un billet authentique de la Banque d'Angleterre soient tous deux des concepts; mais si, après avoir déjeuné dans un restaurant de Londres, vous essayez de payer votre repas avec le premier de ces concepts, vous ne tarderez pas à vous apercevoir que, de celui-là en naîtront d'autres. Et tout d'abord, vous aurez le concept d'un *policeman*; celui-ci, qu'il ait une réalité objective, ou non, vous soumettra, quoi qu'il en soit, aux concepts d'un juge; lequel vous donnera le concept d'un lieu bien fermé, où vous ferez connaissance avec le concept que les Anglais appellent *hard labour* et qui est loin d'être agréable. Vous vous apercevrez ainsi que ces

deux feuilles de papier appartiennent à deux catégories bien distinctes; car les faits, ou, si vous voulez, les concepts qui en découlent, sont différents » (*Sociologie*, § 95).

Nous pourrions multiplier ces amusantes citations (13).

#### IV. Le grand revirement au tournant du siècle.

Dans les années autour de 1900, il va se produire de grands changements dans la vie de Pareto et dans son attitude à l'égard des problèmes sociaux.

En 1898, à la mort de son oncle Domenico, Pareto avait fait un très bel héritage: ce fut une des raisons qui l'incitèrent à quitter le canton de Vaud et à fixer son domicile à Céligny, petite enclave du canton de Genève, dans le canton de Vaud, au bord du lac Léman, à 40 kms de Lausanne et à 20 de Genève.

En effet, la constitution vaudoise de 1885 avait institué un impôt progressif, dont la progression était très rapide pour la fortune mobilière. La fortune de Pareto ayant considérablement augmenté en 1898, du fait de la succession de son oncle, on peut supposer qu'il jugea le taux excessif et décida de s'installer dans le canton de Genève. « ... preferirei non essere nè ladro, nè derubato. Capisco che è impossibile. Almeno cerco un luogo ove io sia derubato in modesta proporzione » (lettre à Pantaleoni du 30 novembre 1899, n. 432, II, p. 283). On me dit que des Vaudois ont fait comme Pareto.

Il y acheta en 1900, une villa qu'il nomma « Angora », en raison de sa prédilection pour les chats de cette race.

Il ne devait d'ailleurs guère y résider avec sa femme; car, durant une de ses absences à Paris, la marquise Pareto, née princesse Bakouline, quitta Céligny et se rendit en Russie emportant trente caisses de bagages, le tout en compagnie d'un individu de très basse classe sociale.

Pareto, étant italien, ne pouvait divorcer, mais le tribunal de Florence lui accorda la séparation de corps. Beaucoup plus tard, dans les derniers mois de sa vie, étant devenu citoyen de l'éphémère république de Fiume — sans d'ailleurs quitter Céligny — il y obtint

(13) Voir mon *Pareto*..., p. 67 à 75.



le divorce et put épouser deux mois avant sa mort, Jeanne (« Jane ») Régis.

Cette personne, qui avait trente et un an de moins que le Maître, était une parisienne, de condition sociale très moyenne. C'est, sans doute, vers 1902 ou 1903, qu'elle entra dans la vie de Pareto. Il ne me convient pas de m'étendre ici sur cette femme, dont le rôle dans la vie de Pareto est assez discuté parmi les disciples du Maître, et j'estime en avoir dit ici suffisamment sur sa vie privée (14).

Beaucoup plus important, pour nous, est le changement que l'on observe dans l'attitude de Pareto à l'égard de la vie sociale: il ne veut plus être qu'un savant. Or, en même temps, il devient de plus en plus « réactionnaire », mais dans un sens très spécial: il pense que la bourgeoisie dégénérée sera renversée, mais il n'y voit pas d'inconvénients.

Déjà en 1897, il écrivait à Pantaleoni, un peu désabusé:

« Per me giudico imparzialmente i nostri concittadini, vedo il bene e il male. Non ho nulla contro di loro, ma nemmeno ho nulla contro altri uomini di altre nazioni.

Non si deve confondere l'Italia col governo, ma nemmeno si deve dare colpa al governo di ciò che è colpa degli italiani. Se l'Italia ha avuto un Crispi, è perchè gli italiani *non sono gente morale*. Ecco proprio la verità. Diventeranno morali, nei secoli futuri? Lo spero. Se potessi fare cosa che a ciò giovasse, la farei. Ma poichè tutto ciò che abbiamo fatto tu ed io non ha giovato proprio a *nulla*, mi pare che facciamo bene di volgere ad altro le nostre forze. Se volessi fare imparare musica a un tuo figliuolo e che il maestro ti dicesse: "Senta, non ha proprio orecchio", mentre il professore di matematica ti dicesse che può diventare bravo in quella scienza, non gli faresti lasciare la musica per la matematica? È il caso tuo. In ciò che hai voluto fare per gli italiani sei riuscito a niente, invece per la scienza hai fatto qualche cosa. Dunque seguita per la via per la quale vedi di riescire bene » (lett. 304, 6 novembre 1897, II, p. 114).

Ce qu'il dit là de la moralité des Italiens rappelle les thèses que certains défendaient alors sur: « La supériorité des Anglo-saxons », mais, plus tard, Pareto, comme nous le verrons, s'en prendra également à ces derniers. Là aussi, il évoluera assez nettement. En tous cas, on voit qu'il songe déjà à la science pure.

(14) Pour la séparation et le divorce, voir T. Giacalone-Monaco dans *Giornale degli Economisti*, 1959; et sur Jane Régis, mon *Pareto...* (p. 89 à 92).

Sur deux points, cependant, il a varié assez peu: 1) Jadis pacifiste et humanitaire, il n'exaltera jamais, à l'avenir, la guerre, et surtout pas la guerre entre puissances européennes; 2) Jadis, libre échangiste intégral, il reconnaîtra bien maintenant que, pour des raisons sociologiques, une certaine protection industrielle peut, indirectement, développer les richesses d'un pays; pourtant — maintient-il — la protection a toujours un effet direct, destructeur de richesses, et, en gros, les théories de l'économie politique classique lui paraissent plus vraies que les autres.

Le revirement décisif et assez brusque, est ailleurs.

De façon très générale, il se désintéressera maintenant de l'action (15). D'ailleurs, son état de santé va devenir de moins en moins satisfaisant: ses diverses lettres en témoignent, et, à mesure que le temps s'écoule, il passe de plus en plus de temps à Céligny. Dans les six dernières années de sa vie, il n'a pas dû aller, je pense, ailleurs qu'à Lausanne, ou à Genève, plutôt à Genève qu'à Lausanne, puisqu'il y a son notaire. C'est à peine même s'il sort de sa villa. L'état de son cœur l'obligera sans cesse davantage à prendre du repos et à rester allongé de longues heures durant la journée. Il renonce peu à peu à fréquenter les congrès scientifiques; il enseigne de moins en moins: il ne veut plus aller pendant les vacances à la montagne: les touristes l'importunent, la nourriture et la boisson des hôtels lui déplaisent (16).

Il entend seulement observer l'humanité qu'il a sous les yeux et n'a plus le désir d'agir sur elle: « Je vais suivre les événements sans vouloir y prendre la moindre part ». Ils ont seulement pour lui l'intérêt d'une expérience scientifique, écrit-il en quittant Lausanne, et plus tard: « Jadis, je voulais redresser les jambes des boiteux, aujourd'hui j'en ris » (17).

En ce faisant, il adopte, d'ailleurs, une attitude très complexe et difficile à définir, mal comprise pour cette raison, ce qui fera le plus grand tort, en particulier à sa future *Sociologie*. On peut, je pense, préciser cette attitude de la façon suivante:

(15) Parce que, semble-t-il, d'après sa lettre à Pantaleoni (6 mai 1899), il ne veut, « ni marcher avec les voleurs au gouvernement, ni avec les cléricaux, ni avec les socialistes ».

(16) Lettre à Placci, 5 septembre 1906.

(17) Lettres à Pantaleoni, 24 septembre 1900; cf. 30 juin 1901: « Ho letto in questi giorni che Shakespeare, negli ultimi anni della vita, era nello stato d'animo in cui mi trovo ora. Si contentava di guardare, ridendo, gli uomini recitare la parte nella ridicola commedia della vita » (lett. 483, II, p. 366).

1) Pareto va être sans cesse plus a-« religieux » sans se montrer anti-« religieux ».

Il n'y a jamais eu d'homme plus a-religieux que Pareto dans la deuxième partie de sa vie, et cela, en donnant au terme « religion » le sens le plus large; jusque dans sa vieillesse, il n'a jamais laissé ignorer que les dogmes, en particulier ceux du christianisme, étaient pour lui, du point de vue objectif, des choses absurdes, et ses miracles, des sottises dont les « preuves » ont la même valeur que celles des miracles païens, ou celles du « caractère scientifique » du solidarisme ou de l'humanitarisme (*Sociologie*, § 49). Mais il n'a pas pour autant entendu, à aucun moment, attaquer de façon systématique le catholicisme (18), pas plus que *a priori* aucun autre sentiment « religieux »; et moins que jamais, lorsque ses études sociologiques lui auront enseigné que ces sentiments dont les manifestations peuvent être stupides, sont susceptibles d'avoir des résultats « utiles » pour la société. Sa tolérance, sans doute native, à l'égard des moins forts, a peut-être été renforcée ensuite par cette théorie.

Redisons donc qu'il fut toujours totalement incroyant à l'égard de toutes les religions établies, et, dans la deuxième partie de sa vie, à l'égard de toutes les « religions », de toutes les croyances, de tous les idéaux quelconques. Il n'en veut accepter aucun et s'acharnera à montrer les absurdités logiques de beaucoup d'entre ceux qui prévalent au moment où il écrit. Sans cesse aussi, il insistera sur l'énorme importance pratique de la religion, de la foi, de l'idéal dans les sociétés humaines, de leur « utilité » pour atteindre un but donné.

Cette attitude purement scientifique est incompréhensible pour ceux qui, raisonnant selon la logique des sentiments, ne saisissent point qu'il n'y a aucune contradiction à affirmer: a) que le catholicisme, par exemple, ou le patriotisme, le socialisme, la religion de l'honneur, de la vertu, etc., sont constitués par des logomachies sans valeur scientifique, recouvrant des sentiments qui existent dans la seule conscience de leurs croyants, et sont dépourvus de toute existence objective; b) mais que cette absurdité et l'inexistence d'une chose objective se nommant « religion », « patrie », « honneur », « vertu », etc., n'enlèvent rien à l'importance fondamentale de ces

(18) Pareto ne s'est guère occupé du protestantisme. Quelque part, il déclare: « Les protestants me paraissent infiniment meilleurs que les catholiques. Je comprends un protestant libéral. Mais comment peut-on être un "catholique libéral" ? » (lettre à Placci, 10 juin 1897).

sentiments, qui ont bien au contraire une action décisive pour déterminer le caractère et l'évolution des sociétés. Déjà dans les *Systèmes socialistes* (t. II, p. 203), il notait: « Le positivisme a raison de proclamer la nécessité d'une religion pour les hommes; en faisant cela, il est dans le domaine de la science ».

2) Toutefois, le ton qu'il adopte, non seulement dans sa correspondance privée, mais même dans ses livres, est bien peu scientifique. Il en est d'innombrables exemples. En particulier, il se déchaîne contre l'humanitarisme. C'est alors moins l'Italie que la France, qui devient l'objet de ses attaques (mais nous verrons au paragraphe suivant que les Anglo-saxons ne sont pas non plus épargnés): à partir de 1900 triomphe en France le parti radical dont il a les intellectuels en horreur. De toutes façons, il reste dans l'opposition, dirigée, en particulier, contre l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques. Jadis, il est vrai, il voulait avoir avec lui les prolétaires qui en étaient les victimes; après 1900, cela change. Témoin cette lettre (19) du 7 mars 1907 à son ami Pantaleoni, dans laquelle, après avoir énuméré les erreurs du XIX<sup>e</sup> siècle, puis affirmé qu'il est nécessaire aujourd'hui de montrer la vanité des « dogmes » humanitaires, comme il le fallait hier des dogmes chrétiens, il explose: « So bene che offendo la religione umanitaria, ma lo faccio deliberatamente perchè appunto non seguono questa nè altra religione ». Bien plus tard, dans une lettre qu'il m'adresse, il confirme que cela l'amuse d'exaspérer ainsi l'adversaire. Et c'est là ce qu'il y a d'étrange chez cet homme, comme M. Pierre Boven me le faisait remarquer: ce mariage d'un tempérament de feu avec les raisonnements glacés du savant.

3) Pareto a cherché à expliquer son revirement par le fait qu'il a voulu, désormais « exclure le sentiment » (20). Il y a du vrai, en cela, pour ce qui est de ses théories (à peu près toujours), mais il les expose d'une façon bien étrange, s'agissant de science.

A mon sens, l'explication que donne Pareto de son revirement n'est pas entièrement satisfaisante, et il faut trouver autre chose. Serait-ce le fait de l'âge? Assurément, il n'est pas le seul exemple d'un homme devenant conservateur en vieillissant: c'est la chose quasi normale. Et puis — au moins je l'imagine — le fait qu'il

(19) Nous la traduisons en entier au § suivant.

(20) Voir mon *Pareto*..., p. 98 et s.

avait acquis une grande fortune n'a pas dû précisément entraver cette évolution. Mais il me paraît beaucoup plus significatif qu'on retrouve dans les affirmations anciennes du Maître des germes de cette pensée qui, plus tard, paraîtra prendre un tour entièrement nouveau. Ainsi, j'attache la plus grande importance à cette phrase tirée de ce qu'il écrivait le 17 février 1892 (lett. 57, I, p. 185) à Pantaleoni : « Quando i radicali avranno il potere, è probabile che io sarò all'opposizione ».

En réalité, et c'est là l'essentiel, je crois, sa sympathie était allée anciennement, non au socialisme, mais aux socialistes persécutés. Déjà, en 1898, au moment où il les recueille chez lui, il montre qu'il n'aime pas la violence. Bien qu'il sache que, dans la société, il faut parfois employer la force, les libéraux doivent demander que la violence soit toujours punie; on justifie l'état de siège, quand on voit que les émeutiers d'Ancône sont acquittés. Sa seule consolation de ce qui se passe alors en Italie, c'est que les socialistes au pouvoir feraient encore pis. Leurs violences finissent par justifier celles des gouvernants italiens et allemands contre eux. Dès qu'ils ont la liberté, ils deviennent « prepotenti », c'est-à-dire précisément ce dont il semble avoir eu horreur toute sa vie.

De tout cela, on peut, je crois, déduire qu'une des caractéristiques psychologiques de Pareto, et semble-t-il jusqu'à sa fin, a été l'horreur de ce que les Italiens nomment la « prepotenza », un mot dont l'équivalent exact n'existe peut-être pas en français; il a refusé de s'incliner devant celui qui est fort, non pas tellement peut-être parce qu'il opprime le « under dog », mais surtout parce qu'il est le plus fort et que lui, Pareto, est bien décidé à ne pas se laisser faire, à ne pas plier devant ce qu'il estime être la tyrannie. Jamais il n'exalta un pouvoir quelconque, pas même le fascisme. On raconte qu'un émigrant irlandais demanda, à bord de son navire, à un citoyen américain s'il existait un gouvernement aux Etats-Unis, et que, sur sa réponse affirmative, il dit : « Alors, je suis contre ». Il y avait de cet Irlandais dans les réactions instinctives de Pareto (21).

A tous ces points de vue, il préfigure sans doute le type de ces bourgeois libéraux qui, devant la violence des gens d'extrême gauche, voyant que leur idéal devient irréalisable, mais refusant toute-

(21) D'ailleurs, il écrit à Pantaleoni (lett. 563, III, p. 66) : « Io me la sono presa, me la prendo, me la prenderò sempre, coi potenti, mai coi deboli ».

fois de passer à l'ennemi victorieux, ont fini, exaspérés, par se rallier à des formules fascistes.

On peut donc dire, qu'il y a, malgré tout, une certaine continuité dans les tendances de Pareto et qui s'expliquerait par son tempérament. Le jugement de T. Giacalone Monaco me paraît excellent : « Indépendant et égocentrique jusqu'à l'anarchie, ne souffrant pas la plus petite ombre de contrainte extérieure, de quelque côté qu'elle provienne, et spécialement de la part des puissants ».

Tels sont quelques-uns des aspects les plus caractéristiques du changement que l'on observe chez Pareto au tournant du siècle. Nous y reviendrons en fournissant de nouveaux exemples.

#### V. Pareto à Céligny (I. 1901-1918).

Une fois installé à Céligny, Pareto abandonne peu à peu son enseignement à l'Université (en 1916, il donnera encore une dernière série de conférences sur la sociologie). Il renonce aussi à voyager; et ses voyages en Italie deviennent extrêmement rares: cependant en 1906 — et pour la seule fois de sa vie — il fit à l'Université de Bologne l'honneur d'y professer quelques cours de sociologie, le seul enseignement donc qu'il donna jamais sur le sol italien.

C'est à Céligny qu'il rédigea ses deux derniers grands ouvrages: le *Manuel d'Economie Politique* et la *Sociologie Générale*. De toutes ses autres publications, d'ordre mineur, citons seulement le *Mythe Vertuiste*, où il part en guerre contre les « dominicains de la vertu » et leurs efforts pour poursuivre les « écrits immoraux ». Ce petit livre publié en français, puis en édition italienne augmentée, a, entre autres, ceci d'intéressant: en conclusion il s'écarte de son sujet au sens strict, et expose quelques-unes de ses thèses sociologiques fondamentales sur le rôle des sentiments dans la société; c'est un résumé très clair et très ramassé des longs chapitres, parfois indigestes, de la *Sociologie*: il formule cette pensée très vraie, quoique paradoxale aux yeux du lecteur non averti, habitué à voir en Pareto, l'homme le plus sceptique à l'égard de toutes les religions, de toutes les croyances et de toutes les convictions: « Nulla è più pratico dell'ideale, è l'ideale che spinge gli uomini all'azione ».

Mais il comprend bien que sa propre attitude ne peut être celle de tous les hommes. Il s'en explique ainsi à l'égard de son ami Pantaleoni :

« Riguardo ai miei scritti, esprimo solo ciò che parmi d'accordo coll'esperienza, senza curarmi se è opportuno o no il dirlo. Ciò ti spiega perchè io scriva in tutti i giornali, senza darmi pensiero del loro partito. Tocca ad essi di giudicare se è conveniente, opportuno, secondo i sentimenti e gli interessi che hanno, di pubblicare lo scritto mio. Se quei sentimenti e quegli interessi vanno in alcun punto d'accordo coll'esperienza, segue che si pubblica lo scritto ove l'esperienza è espressa, altrimenti non si pubblica, o si pongono osservazioni critiche, come ha fatto la *Rivista d'Italia*; ed io me ne compiaccio e rido...

Che ci siano due o tre spiriti bizzarri che seguono la via da me scelta, parmi che non faccia danno alla società: farebbe sì, se ce ne fossero molti. Su ciò vedi quanto scrissi nella *Sociologia* circa ai *fini ideali*. Pochi l'hanno inteso, eppure credo di essermi spiegato chiaramente » (lett. 682, 28 juillet 1919, III, pp. 252-253).

« Tu vivi in mezzo all'azione, quindi capisco che ti parrà singolare l'attitudine dell'eremita di Céligny. Così nel medio-evo vi era un enorme contrasto tra l'attitudine del guerriero e quella del frate benedettino. Se ci fossero stati moltissimi di quei frati, sarebbe stato un guaio grosso; ma pochi, giovarono almeno a conservarci testi antichi e quindi alla cultura dell'umanità. Molti eremiti come quello di Céligny sarebbero di danno, ma uno solo non fa danno. Una noce nel sacco non fa rumore » (lett. 684, 4 septembre 1919, III, p. 255).

Ces lettres d'une époque un peu postérieure à celle que nous étudions correspond cependant à son état d'esprit dès le début de notre siècle.

Pourtant, et nous l'avons déjà indiqué au précédent paragraphe, durant toutes ces années, il attaque furieusement les humanitaires et la bourgeoisie décadente. Dans les deux lettres suivantes — dont nous avons déjà cité un fragment — il s'en prend, en particulier, aux Anglo-Saxons, après avoir, jadis, attaqué ses compatriotes et puis les Français.

« Per l'appunto in questi giorni ho letto sui giornali le gesta delle belle signore inglesi intese a raccattare voti pei loro candidati; ed a proposito di quei fatti recenti un giornale ne narrava uno del passato, scriveva cioè che la prima duchessa di Devonshire, quella di cui fece il ritratto il Reynolds, diede un bacio ad un sudicio macellaro, per averne il voto pel suo candidato. Sarà anche un aned[d]oto inventato; ma perchè si inventa in Inghilterra e non in Germania? Perchè fatti simili seguono in Inghilterra e non in Germania?

Del resto, io proprio di narrare i baci non ho necessità, ma bensì mi è necessario di accennare al fatto generale di cui questo è un fatto particolare, cioè alla viltà della borghesia.

Io non so perchè tu in ciò veda del soggettivo. Descrivo un fatto, e, scrivendo in italiano, non so quale termine meglio lo descrive se non quello di *viltà*, ed in francese quelli di *veulerie et lâcheté*. Da quel fatto, e da altri simili, traggio una teoria. Tutto ciò mi pare oggettivo.

Dico lo stesso per la tua osservazione circa al § 86. Da molte indagini a me consta che il Magnaud (22) è un farabutto che per acquistarsi le lodi del volgo fa il contrario di ciò che dovrebbe fare un giudice. Se questo non è oggettivo, non so cosa ci sia di oggettivo nel mondo. Non sarebbe nemmeno oggettivo il dire che Musolino era un brigante.

Sai da che nasce la tua impressione? Dall'ambiente in cui viviamo. C'è ora una religione umanitaria che regola le manifestazioni del pensiero di tutti gli uomini, e quando per caso uno ci si sottrae, pare un mostro, come sarebbe parso nel medio-evo chi avesse negata la divinità di Gesù Cristo.

Io credo di essere oggettivo, appunto perchè giudico le cose facendo astrazione da quella religione. Ed uso il linguaggio che conviensi per fare intendere la *descrizione* delle cose che voglio descrivere.

Ma [a] che sdegnarsi quando discorro di "una borghesia decadente, avida di godimenti perversi, come spesso accade per gli esseri degenerati"? È una descrizione, e lo faccio coi termini che in italiano significano le *cose* che voglio descrivere.

Che qualità hanno coloro che consentono di pagare agli operai le giornate in cui non hanno lavorato? Sono *fieri, risoluti, energici, civili*? No. Cerco nel vocabolario e trovo che sono *deboli e vili*, cioè che in loro fa difetto energia e coraggio. Il leone si dice coraggioso, la lepre è timida e vile. A chi somigliano quelle persone? al leone o alla lepre?

So bene che offendo la religione umanitaria, ma lo faccio deliberatamente, perchè appunto non seguo nè questa nè altra religione.

Ti concedo che si può togliere *riveriti* come epiteto di scioperanti. È un modo ellittico per fare noto al lettore che la *fede* per la quale ogni uomo deve intenerirsi discorrendo degli scioperanti trascende dall'osservazione dei fatti. Invece di *riveriti* si può mettere: "degli scioperanti, i quali spesso sono gente prepotente, dedita al mal fare e che fanno uccisioni e rapine"; ma è un poco lungo.

"Bellissima pretensione" sta in opposizione a "rivendicazione" che usano gli umanitari; ed anche questo è un discorrere ellittico.

(22) Président du Tribunal Civil de Meaux, célèbre par ses jugements, souvent peu juridiques, mais toujours humanitaires.

In quanto poi alla vittoria dei borghesi in Germania ed a Londra, non solo da me, ma da molte altre persone si crede che affretterà la dissoluzione sociale, la quale è dovuta precisamente alla borghesia *liberale ed umanitaria*.

Posso ingannarmi, e tu puoi stimare falsa la mia teoria, ma prima devi intendere quale sia precisamente. A me pare che i fatti dimostrano che il massimo errore del secolo XIX fu di credere che si potesse governare senza la forza; al quale errore capitale altri fanno corona, cioè: il suffragio universale, l'istruzione obbligatoria, il concetto di uguaglianza dei cittadini, ecc. Perciò stimo che ogni evento il quale mantenga l'illusione che si può governare senza rettificare quegli errori, torni in ultima analisi a favorire la dissoluzione sociale.

Se in Germania vincevano nelle elezioni i socialisti, *forse* (bada, non do mica la cosa per sicura!) chi ancora ha in mano la forza poteva avvedersi che occorreva usarne, e perciò potevasi risalire la china che si scende; invece la pseudo-vittoria borghese contribuisce a fare credere che si può governare seguitando a scendere quella china.

Passando ad altro, se tutti sanno della immoralità anglo-sassone, perchè il Ferrero ed i suoi ammiratori ci vengono a contare che gli anglo-sassoni sono superiori, a cagione della loro maggiore moralità, ai latini?

Proprio no, non voglio lasciare stare le donne americane, come al Boccaccio non piacque di lasciare stare monache e frati. Io so bene che per tal modo provo gli sdegni degli umanitari-democratici, ma appunto questo è lo scopo mio. A tutti i santi umanitari voglio togliere l'aureola di cui li veste un volgo sciocco, e mostrargli come sono in realtà.

Tutto ciò non ha che fare coll'economia pura, verissimo, ma il mio libro non è solo di economia pura, bensì ha un'introduzione alla scienza sociale; ed a parere mio necessaria, anzi necessarissima introduzione è lo sgombrare la mente dai giudizi *a priori* delle religioni. Perciò altre volte si avvicinarono alla realtà scientifica coloro che mostrarono la vanità dei ragionamenti moventi dai dommi cristiani, e così oggi, nel medesimo intento, occorre mostrare la vanità dei dommi umanitari » (lett. 544, 7 mars 1907, III, pp. 16 à 19).

« Tu che ritieni che mi sbaglio credendo che la borghesia è vile, e che dici che mi esprimo soggettivamente quando dico che è tale, cosa ne dici del coraggio col quale in Italia sopporta il pessimo servizio ferroviario, che ha tra le sue cagioni la prepotente negligenza del basso personale ferroviario? »

Come chiameremo questa gente che si fa pagare per un servizio che non fa? Nel vocabolario trovo: "disonesti, birbe, canaglia" e simili espressioni; e, per attenuarle, non veggo altro modo che di adoperare qualche espressione ironica, dicendo ad esempio: quegli *egregi* signori.

In una riunione, a Milano, hanno detto che la Direzione generale rappresenta esclusivamente quel canagliume, e del pubblico se ne infischia. Ciò è naturale: il basso personale è forte e il pubblico è debole.

Perchè il basso personale è forte? Non ti pare questa una ricerca oggettiva? È forte, perchè la borghesia è vile. Perciò, quando fece l'*ostruzione*, avrebbe dovuto essere punito, e fu premiato. Perciò ora spadroneggia nelle ferrovie e si impone ai ministri ed al Parlamento.

E come quella viltà cresce e si mantiene? Pei sentimenti religiosi della religione democratica, pei quali non si deve parlare se non con rispetto della canaglia; e se si chiama per nome, si fa la figura di un eretico scomunicato, come la faceva altre volte chi dubitava dei dommi cattolici.

A me soggettivamente preme proprio niente della viltà borghese e della prepotenza del canagliume popolare. Anzi, se ci fosse una sottoscrizione, darei quattrini per favorire coloro che frustano quell'imbelle borghesia; ma intendo procurarmi il piacere di chiamare le cose col nome proprio, col nome oggettivo, col nome che a loro assegna il vocabolario.

E se persone come me non si procurassero quel piacere, chi se lo procurerebbe? Io, oramai, sono indipendentissimo; non ho nemmeno quella dipendenza che nasce dall'essere in condizioni tali che non si vuole fare dispiacere ai compagni politici e sociali. Compagni a me sono i gatti d'Angora, i quali proprio se ne infischiano della democrazia; anzi, credo, inclinano verso l'aristocrazia.

Tra breve vorrei andare a Torino. Faccio conto di andare in carrozza da Modane a Torino, e poi al ritorno da Torino a Modane, così scanso le ferrovie italiane ed il loro *egregio* personale. Vedi, dunque, che proprio non c'è nulla di soggettivo, perchè io non uso di quelle ferrovie. La gita in carrozza sarà, credo, bellissima » (lett. 545, 9 mars 1907, III, pp. 20 à 22).

Il conservera cette attitude jusqu'à la fin de sa vie, en atténuant peut-être un peu sa virulence: par exemple, il y a, à la *Sociologie*, un paragraphe (1508), où il parle de la « Paix par le Droit », en termes beaucoup plus conciliants.

Si Pareto se retire ainsi peu à peu du monde, on voit par contre, et presque uniquement dans son pays, s'élever une génération de très jeunes économistes, qui vont se réclamer de lui, au grand déplaisir des gens en place qui réagiront avec vigueur. La chose se fera d'ailleurs lentement.

Il ne semble pas que Pareto ait fait beaucoup pour faciliter les rapports avec les universitaires, italiens en particulier, alors en

place (23), en raison de son caractère impérieux, ne souffrant pas la moindre contradiction.

Plusieurs disciples m'ont d'ailleurs confirmé que ce fut là une de ses faiblesses, et qui ne disparut pas avec l'âge, bien au contraire. On recommandait à ceux qui allaient le voir la plus grande prudence: « Surtout, pas de contradiction », disait Pantaleoni à F. Vinci, avant son pèlerinage à Céligny.

L'autre défaut de caractère est de même ordre: Pareto était très accessible à la flatterie, et cela peut expliquer qu'il se soit parfois entouré de personnes qu'il aurait pu mieux choisir, quant au rôle qu'il entendait leur faire jouer. Par là, je pense, en particulier, au choix qu'il fit de P. Boninsegni pour le remplacer dans sa chaire d'Economie Politique et qui aurait pu être meilleur. Les flatteries dont il entoura Pareto furent, me dit-on, en grande partie la cause de cette présentation par le Maître de son disciple, à la Faculté de Lausanne.

Voici maintenant la contre-partie: parmi ses étudiants de Lausanne, et bien différent des fidèles, comme Pierre Boven, pour l'économie mathématique, ou Marie Kolabinska pour la sociologie, un hérétique s'était glissé, un certain B. Samsonoff. Ce dévoyé avait rédigé une thèse sur la rente (qui est d'ailleurs loin d'être un chef-d'oeuvre), et où on peut lire, entre autres audaces: « Nous refusons de suivre M. Pareto lorsqu'il affirme que... » (24). Ce refus d'obéissance *perinde ac cadaver* était un crime affreux. Samsonoff déclaré anathème fut, comme me le dit Pierre Boven, en son style de procureur général honoraire du canton de Vaud, « jugé, condamné, et exécuté dans les vingt-quatre heures »!

Au contraire, Mlle Kolabinska, une disciple orthodoxe, ayant présenté à la Faculté de Droit une thèse sur « La Circulation des Elites en France » (1912), application des théories de Pareto (c'est, à dire vrai, loin d'être non plus un chef-d'oeuvre), voici ce que le Maître rapporte à ce sujet. Pour ceux des lecteurs qui ne savent ce que sont les querelles universitaires, ceci en est un amusant exemple:

(23) « ... ho deciso una volta per sempre che congressi, società scientifiche, adunanze scientifiche di ogni genere che saranno in Italia, per me non avranno esistenza alcuna e non me ne darò mai e poi mai il benchè menomo pensiero » (lett. 557, 4 settembre 1907, III, p. 51).

(24) Chose peut-être plus grave encore aux yeux du Maître, Samsonoff dit que trois auteurs allemands bien oubliés, von Herrmann, von Mangoldt et Schäffle, peuvent, à certains égards, être considérés comme des précurseurs de Pareto, pour ce qui est de cette théorie.

« Una studentessa, certa Kolabinska, che aveva seguito il mio corso di Sociologia, preparò *meccò* la sua tesi. Questa collaborazione è non solo permessa, ma è anche raccomandata dal regolamento.

Seppi che certi professori (tra i quali ignoravo che ci fosse il Milliod) si preparavano a colpire *me* a traverso della tesi Kolabinska, ed al Milliod, che sedeva alla mia tavola, dissi queste precise parole: « Chi attaccherà la tesi Kolabinska, attaccherà le mie teorie, ed io saprò difenderle ».

Il Milliod attaccò questa tesi. E su ciò nulla avrei da dire, poichè egli faceva uso di un suo diritto, che io non sono tanto stolto dall'aver mai oppugnato. Ma l'attaccò, non già coi riguardi dovuti ad un collega, ma prendendola dall'alto, come se fosse una sciocchezza. Disse precisamente « Io fremo pensando che nelle altre Università si leggeranno tali cose! ».

Anche questo suo parere è perfettamente libero; ma 1) se il Pareto, che egli era incaricato di *sostituire*, dice sciocchezze, egli doveva rinunciare a tale sostituzione e farsi nominare dal governo, non più come *incaricato*, ma come titolare del corso di Sociologia, nel quale avrebbe svolto teorie che, non essendo sciocche come quelle del Pareto, non avrebbero fatto « fremere » le altre Università; 2) non riesco a capire (forse per l'abitudine di pensare e di dire sciocchezze) come e perchè, se egli ha il diritto di assaltarmi, in me non ci sia il diritto di difendermi, come e perchè egli si possa dolere che, trattenuto dalla malattia a Céligny, abbia incaricato di tale difesa il *dottore* Boven. Il Boven era stato (tempo passato riguardo al tempo della tesi Kolabinska) studente dell'Università di Losanna. Ma anche il Mercier è stato studente mio, ed ora è decano della mia Facoltà. È dunque una vera sciocchezza quella del Milliod di pretendere che io non potevo ricorrere al Boven per una difesa che la malattia mi toglieva di potere fare. Ringrazi invece Iddio che ho scelto tal via, invece dell'altra dello scrivere e pubblicare! Sarà che dico « sciocchezze », ma so ancora farmi leggere.

Con tutto ciò, io non l'ho contro il Milliod, perchè mi sento molto superiore a tali pettegolezzi. Quindi, quando il Roguin (nota bene: il *Roguin*, non *io*) volle mettere pace fra noi due, per parte mia aderi[i] subito. Chi rifiutò fu il Milliod, che in tale occasione scrisse, disse il Roguin, con tali *ingiurie* (dico: ingiurie) contro me che il Roguin dichiarò « di non le potere ripetere » (lett. 649, 4 mai 1917, III, pp. 208 à 209).

Mon expérience de ces choses me permet d'affirmer que tout ceci n'est pas le monopole de l'Université de Lausanne!

De la sorte nous en arrivons à la guerre de 1914, suivie, en 1915, de l'intervention de l'Italie.

Notre auteur s'en occupe avec un désintéressement presque inhumain, comme s'il s'agissait d'événements qui ne le touchaient pas. On trouvera chez lui une bonne étude sur les causes du conflit, tandis que la question des « responsabilités » lui paraît ridicule à étudier.

Pour ce qui est de la violation de la neutralité belge il l'avait prévue dès 1901. En septembre 1914 déjà, il annonce également que la guerre sera longue et, en fin 1915, il rédige un article où il prévoit que les épargnants en feront les frais, en raison de l'inflation. Il avait prévu aussi qu'après la guerre il y aurait une courte période de prospérité, suivie d'une crise plus longue, qui fut celle de 1920.

Pour ce qui est de l'issue du conflit, il ne s'est pas trompé, en ce sens que, dans un article de 1915, il ne résout pas la question, on a bien l'impression qu'avant la guerre, il était porté à penser que l'Allemagne l'emporterait: ainsi, dans la *Sociologie*, il compare la France de 1913 à Athènes, et l'Allemagne à Philippe de Macédoine (25).

Pour cette période dans la vie de Pareto, nous voulons noter encore deux choses concernant ses rapports avec l'Université de Lausanne.

D'abord, celle-ci organisa pour lui, comme elle l'avait fait pour L. Walras en 1909, une cérémonie de jubilé qui eut lieu en pleine guerre, devant des savants à la fois allemands, français et italiens, le 6 juillet 1917.

Ce qui suit est moins heureux: Pareto avait donné dans ces années, sa bibliothèque à l'Université, s'en réservant la jouissance sa vie durant. Aujourd'hui, elle se trouve donc à Lausanne, mais dans un local obscur, quasi inaccessible et ne rend aucun service. Pour les parétiens qui y viennent en pèlerinage ce n'est pas là précisément un sujet d'édification, pas plus d'ailleurs que le fait de savoir détruite la villa Angora à Céligny. Mais il va de soi qu'on ne saurait rendre responsable l'Université de cette destruction; toutefois, elle ne semble pas avoir fait quelque effort pour tenter de s'y opposer.

(25) Au sujet de ces événements, Pareto observe ceci avec le plus grand détachement: « È strana la combinazione per la quale a un secolo preciso di distanza dal 1814-1815, si ha da capo un rimaneggiamento intero dell'Europa. Coloro che saranno vivi tra una trentina di anni, potranno discernere in tale avvenimento molte cose che noi, per la troppa vicinanza, non vediamo » (lett. 626, 19 août 1914, III, p. 174).

## VI. Les dernières années (II. 1918-1923).

Le 11 novembre 1918 marquait la fin de la première guerre mondiale. Pareto, lui, avait 70 ans et il lui restait un peu moins de cinq ans à vivre.

De cet armistice du onze novembre à Céligny, son ami Placci (dans le « *Corriere della Sera* » du 24 février 1922) a laissé un récit curieux. Il écrit:

« Pareto descend chercher une bouteille de champagne, suivi à la cave de sa cour bien-aimée de chats. Nous, les invités, nous exultions. Pareto, perpétuel malade, sans enthousiasme, restait impassible et comme étranger aux événements du jour. « Empêcher désormais les guerres », disait-il, « autant chercher à empêcher les tremblements de terre » ».

De cette période, Pantaleoni a écrit que le Maître est mort, son oeuvre accomplie: s'il ne s'est pas survécu à lui-même, une certaine fatigue était perceptible en lui, marquée par des répétitions de choses déjà dites, par une baisse de verve et de vivacité de l'expression, succédant à l'ancienne originalité torrentielle et écumante: « Il ne se dépasse plus, même si ces dernières productions sont supérieures à celles de ses contemporains ».

Parmi ces travaux ultimes on notera, avant tout, sa Post-face à un recueil de ses articles, intitulé *Fatti e Teorie*, où il étudie dans quelle mesure ses prévisions, en particulier concernant la guerre, se sont, ou non, vérifiées et pourquoi l'Allemagne a, finalement, perdu la guerre; et aussi un recueil de quatre articles parus d'abord dans la *Rivista di Milano*, formant un petit livre intitulé *Trasformazione della Democrazia*. Il écrit, de nouveau, comme dans sa jeunesse, de nombreux articles, en particulier dans le *Resto del Carlino*. On a dit qu'ayant perdu, ce qui est certain, d'importantes sommes, par suite de la guerre, il voulut augmenter ses revenus. Les vieillards nourrissent souvent la crainte de manquer de ressources.

Déjà, le 27 février 1922, il écrivait à Pantaleoni:

« *Condizioni mie.* - Come già ti dissi, non sono più quelle dell'anteguerra. Avevo valori inglesi, e su di essi pago [il] 30% d'*income tax*, e la sterlina perde il 10% in franchi svizzeri! Delle azioni, poi, parecchie danno zero. Supponevo di essere stato molto prudente con lo avere messo parte dei miei denari in valori sud-americani, che non avrebbero patito di una guerra europea, ma per un punto Martino perdè l'asino; e il punto per me fu che le cedole sono pagabili a Parigi, in franchi francesi,

che valgono circa 45 centesimi di franco svizzero. Infine, per farla breve, ora campo rosi[c]chiando il capitale.

Inoltre è finita l'esenzione delle imposte dei forestieri nel Cantone di Ginevra. Inoltre sono state aggiunte enormi imposte cantonali e federali. Inoltre si discorre ora di una nuova imposta che andrebbe sino al 30% del capitale! La vita qui diventa impossibile. Stiamo arrabat[t]andoci per vedere se possiamo andare in altro paese, dove si stia meno peggio. Ci fu proposta la Spagna, ma fortunatamente non abbiamo dato seguito al divisamento, perchè abbiamo saputo poi che si sta male assai. Ora stiamo indagando se ci conviene andare in Francia. Tutto ciò ti dico, perchè tu sappia il perchè debbo essere misurato nella spesa.

I pensieri li ho per coloro che rimarranno dopo di me, non per me. Oramai mi rimane poco da vivere. Ho già avuto parecchi avvertimenti. Una notte, pochi giorni or sono, fui in fin di vita; si credeva che fossi proprio finito. Per quella volta la scampai; ma la prossima volta ci rimarrò. Ci vuole molto ottimismo per assegnarmi più di un anno di vita » (lett. 722, III, pp.304-305).

C'est ce mourant qui va avoir encore un incroyable sursaut d'énergie quelques mois plus tard.

S'il avait quitté Lausanne pour Céligny, c'avait été pour des raisons fiscales. Or, dès son arrivée en Suisse, à Lausanne, en 1893, il avait déclaré s'installer en Suisse parce qu'il s'y trouvait bien, mais avec la ferme volonté d'aller se fixer ailleurs si le fisc, notamment dans la vague montante du socialisme, lui devenait insupportable. Or, il y avait presque vingt ans qu'il habitait Céligny, lorsque, après la guerre de 1914-1918, les socialistes lancèrent en Suisse une initiative populaire tendant à un prélèvement sur la fortune.

Il s'en explique nettement à Pantaleoni, en ces termes:

« Mi è ora caduta sul capo una bella tegola. Un'iniziativa popolare, in Svizzera, decreta la confisca parziale del patrimonio. La votazione popolare avverrà il 3 dicembre. Chi si vuole sottrarre alla confisca deve trasportare all'estero il suo domicilio prima di quel giorno. Quindi, verso il 25 novembre, la sig.ra Régis ed io trasporteremo il nostro domicilio in Francia. Se l'iniziativa è respinta, torneremo qui; se è approvata rimarremo in Francia... sinchè qualche altra minaccia di spogliazione ci cacci altrove! A suo tempo ti scriverò il nostro nuovo indirizzo. Spero di giungere sano e salvo alla nostra residenza, che sarà prossima al confine; ma dovessi anche crepare, avrei almeno la soddisfazione di non dare i miei quattrini a questi egregi briganti » (lett. 728, 17 octobre 1922, III, pp. 312-313).

« Bravo! Tu vedi tutto facile per andare in Francia! Ma, caro amico, un trasloco di tal fatta è cosa, per me, enorme. Circa alla biblioteca, ti fermi alla sola difficoltà di incassare i libri. Ma, per incassarli, ci vogliono le casse, e costano! Poi occorre trasportarle, e ci vogliono altri quattrini: occorrono almeno due carri di ferrovia! Poi conviene trovare il locale dove porre i su lodati libri; e con la scarsità presente di alloggi, non è facile impresa; recata essa in porto, c'è da pagare la pigione, e non ho tanti quattrini che bastino per queste spese, aggiunte alle molte altre che avrò. Se mi stabilisco in Francia, dico addio alla biblioteca e quindi ai lavori per i quali è necessaria. Porterò meco soltanto alcuni libri indispensabili.

Fortunatamente non è punto certo che l'iniziativa sarà approvata; e se è respinta, torniamo qui più che di corsa » (lett. 729, 29 octobre 1922, III, pp. 314-315).

Heureusement que l'initiative fut repoussée à une grande majorité, et Pareto, après un séjour de quelques semaines à Divonne, en France, à quelques kilomètres de Céligny, de l'autre côté de la frontière, rentra chez lui.

On peut approuver, ou non, ce geste d'un bourgeois décidé à défendre son bien contre les « voleurs socialistes ». Ces derniers trouveront, à juste raison, son geste abominable: que dirait, en effet, un éleveur dont les bêtes s'enfuiraient au moment où il veut les traire, les tondre, ou les égorger? Pour ma part, je déclare qu'étant hérétique et méprisant ouvertement l'orthodoxie régnante, j'admire passionnément mon maître d'avoir osé manifester ses sentiments et je déplore que, nous autres bourgeois, nous n'ayons plus les instincts de classe qui nous permettraient de survivre sans être le troupeau exploité par les puissants du jour.

Il devait mourir, huit mois plus tard, le 19 Août 1923, d'une crise cardiaque, comme on le pouvait prévoir avec certitude. Il avait dépassé de quelques semaines l'âge de 75 ans.

Disons maintenant quelques mots de son aspect extérieur et du milieu où il vécut (26).

Ce qui frappait à la Villa Angora, c'était que l'intérieur en était vieillot, dépourvu de goût, sans aucune note personnelle. Au jardin, il y avait de nombreux animaux, mais les angoras, eux, ne sortaient guère d'une sorte de véranda, et qui sentait le fauve. Tout

(26) Les lecteurs anglo-saxons pourront consulter avec grand fruit, les souvenirs de Mme Manon Michels-Einaudi parus dans *Atlantic Monthly*, octobre 1935.



ce qui concernait le maître lui-même était de la plus grande simplicité. Son bureau, par exemple, consistait en une simple table de bois ordinaire. Dans la pièce où il travaillait, et dans la bibliothèque attenante, semblait régner un curieux désordre: il y avait des volumes même par terre; mais, paraît-il, il s'y retrouvait fort bien et connaissait l'emplacement de ses livres. Il inscrivait de sa main sur leur dos de parchemin le titre de ceux qu'il faisait relier. A ma connaissance, il ne les annotait pas. Dans son exemplaire du *Capital*, aujourd'hui en ma possession, il y avait des traits à l'encre rouge, et toute l'annotation en est de moi. Par contre, il y plaçait de petites bandes de papier en guise de signets.

Cette même simplicité s'observait encore dans la mise du maître, toujours recouvert d'un ou plusieurs vieux manteaux et cache-nez, avec le plus souvent la tête couverte d'une casquette ou d'un chapeau. Ses lunettes n'avaient qu'une simple monture en acier. Son costume avait plutôt l'air d'un sac. Il portait des bottines sans fermeture qui tenaient aux pieds par le moyen de bandes latérales en caoutchouc, selon un modèle qui, je crois, n'existe plus de nos jours. Je possède sa montre, elle est en acier.

Si sa mise était plus que modeste, par contre la cuisine et la boisson étaient à la fois abondantes et très soignées à la villa Angora. Jane y veillait, et également le maître de la maison, qui ne dédaignait pas d'aller lui-même, à l'occasion, s'occuper de la confection de quelque plat, de macaroni en particulier. On l'accueillait volontiers à la cuisine, car, lui, il était très gentil avec son personnel.

Tout le monde est unanime sur un point: Pareto voulait que chaque invité pût profiter de sa cave, exactement selon ses goûts, et je ne fus pas sans le décevoir, car en cette matière, les miens sont à peine plus développés que n'étaient les siens en musique. Pareto aimait à fabriquer des eaux minérales et aussi des liqueurs qu'il se plaisait à faire déguster à ses invités.

D'une façon générale, son hospitalité qui semble avoir été des plus larges à l'époque où le professeur Murray vint lui rendre visite (1910), était encore généreuse au moment où je me rendis moi-même à Céligny. A cette époque, et depuis longtemps, il se levait tard, étant obligé de rester de longues heures de la journée allongé, et on ne pouvait le voir avant le déjeuner que pendant une heure ou deux. Puis, il devait encore faire la sieste et, ensuite seulement, venait le moment où il n'avait plus besoin de se reposer et vivait, à peu près normalement, jusqu'à son coucher.

Il était d'assez belle taille, sa barbe et ses cheveux avaient la couleur « poivre et sel ». On remarquait chez lui deux choses. D'abord des mains fort élégantes, un peu cirieuses, nerveuses, fines, aux veines bleues saillantes, et aux très longues phalanges. Ensuite, le regard: ses yeux étaient perçants, fureteurs, ardents; mais contrairement à ce que l'on pourrait penser, s'ils étaient pétillants et ironiques, leur expression n'avait rien de sarcastique. Je n'irai pas jusqu'à dire que Pareto eût l'air essentiellement indulgent; mais assurément, tout soupçon de méchanceté foncière était entièrement exclu de cette physionomie ouverte qui respirait l'honnêteté intellectuelle. A cet égard, donc, il différait beaucoup de Voltaire, à qui on l'a parfois comparé, car ce dernier avait sur le visage une expression essentiellement sarcastique.

### VII. Pareto et le Fascisme.

Pour terminer nous voulons encore parler (27) des rapports entre Pareto et le fascisme. Là-dessus, beaucoup de choses souvent ridicules ont été dites à l'époque où florissait ce régime.

D'après les pièces de mon dossier, on peut, je crois, résumer les choses de la façon suivante: a) Jusqu'à l'avènement du fascisme, le maître adopta à son égard une attitude des plus réservées, parfois presque hostile. b) Ensuite, il accorda son approbation indiscutable à la forme assez modérée que ce mouvement revêtit alors. c) Cette approbation fut faite avec réserve, en soulignant la nécessité de sauvegarder un certain nombre de libertés.

On s'est demandé si Pareto avait été en rapport avec Mussolini à l'époque où, le jeune homme étant réfugié à Lausanne, il fréquenta plus ou moins l'Université (1902). La réponse est: « Non », tandis qu'au contraire, il a connu personnellement Boninsegni (28).

(27) Nous nous étendrons sur cette question, parce que, à l'époque où on s'est intéressé à Pareto, dans le monde anglo-saxon, et tout particulièrement aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans les années 1930 et suivantes, on y a porté son attention sur l'aspect « fasciste » de la pensée parétienne.

(28) Lettre à Placci, du 5 janvier 1923. Le diplôme de docteur h.c., remis à Mussolini, mentionne P. Boninsegni comme « votre maître encore vivant », tandis que, pour Pareto, la formule est seulement « votre éminent compatriote ». Nous l'avons déjà dit, le choix de Boninsegni par Pareto n'a peut-être pas été très heureux. D'autre part, c'est contre son gré que l'Université de Lausanne se vit contrainte, à la suite de combinaisons subtiles de Boninsegni, de délivrer ce diplôme au chef fasciste. C'est une chose dont on a conservé là-bas mauvais souvenir!

Par contre, il se peut que Mussolini ait assisté à certains de ses cours. Dans quelle mesure cet enseignement où le maître (il s'agit de sociologie) prévoyait que la décadence de la bourgeoisie marquerait l'avènement du socialisme, dans quelle mesure, dis-je, cela a-t-il pu pousser Mussolini à ordonner la « marche sur Rome » ? C'est ce que je ne me charge pas de préciser : mon sentiment est que cela n'a eu aucune influence sur ceci.

a) Pareto, jusqu'à l'automne de 1922, semble n'avoir, le plus souvent, pas cru à l'avenir de ce mouvement, dont le fondateur n'a jamais proclamé, à ma connaissance, que Pareto avait été son maître.

Les premiers faisceaux de combattants furent créés en 1919, mais je crois que Pareto ne leur a accordé aucune attention jusqu'en 1921. Dans la *Critica Politica* du 16 février 1921 (p. 51), il écrit que l'activité des fascistes tend plutôt « à une Fronde qu'à une révolution ». Un an plus tard, en janvier 1922, dans *Ronda*, il publie un article sur le fascisme, d'un ton très détaché. Il oppose la religion fasciste à la socialiste, et parle de façon plutôt ironique des « mécréants de la loi fasciste ». Il ne fait aucun pronostic quant à son avenir. Il lui apparaît que la bourgeoisie manque, moins de courage physique, que de ce courage moral qui pousse l'homme à exalter sa propre foi et à la manifester face à ses adversaires. Les muscadins, pareils sous certains aspects aux fascistes, avaient bien eu du courage physique, mais ils ne purent renverser le Directoire. Au fond, les bourgeois ne font rien pour aider les fascistes ; c'est pourquoi l'auteur s'abstient de vaticiner.

En octobre 1922, au moment où Mussolini va prendre le pouvoir, la *Revue de Genève* publie un article : « L'avenir de l'Europe », dans lequel Pareto exprime l'opinion que le cycle de la ploutocratie démagogique touche à sa fin. Mais que viendra-t-il ensuite ? On ne sait. Le fascisme a pour cause le fait que le pouvoir légal accomplit mal sa fonction qui est de protéger les citoyens. L'état d'esprit qui a fait naître le fascisme peut contribuer à amener d'importants changements.

Dans sa correspondance, il est encore plus explicite : le 7 mars 1921, il écrit à Pantaleoni (lett. 702, III, p. 278) : « Bada poi che, tra le cose possibili, ci sarebbe che il fascismo, senza volerlo, giovasse principalmente al socialismo ». Le 2 mai (lett. 704, III, p. 279) : « Il fascismo è un episodio *per ora* in gran parte romantico. Il problema da risolvere sta nel sapere se si *trasformerà* in un fenomeno d'importanza storica ». Il représente à son ami que, s'il rentrait en

Italie avec ses chats, ceux-ci risqueraient d'être mis à mort comme de vils humains. Le 1<sup>er</sup> juin, il écrit encore à Giacalone Monaco : « Je puis me tromper, mais je ne vois pas dans le fascisme une force permanente et profonde ».

Et voici de nouveau la série de ses lettres à Pantaleoni : le 17 juin 1921, puisque, la bourgeoisie ne veut pas résister, il faut bien plier devant les « prepotenze » des syndicats. « Ho piacere di sentire che la fiducia grande che avevi nei fascisti ora è scemata... Quanto a Mussolino (29), ricordati quanto ti dicevo quando eri qui... È un faccendiere. Anche qui manca un ideale » (lett. 708, III, p. 285).

Le 17 août 1922, il hésite toujours au sujet du fascisme, « tale fenomeno » : on ne peut avoir aucune certitude quant à son avenir ; tout dépend de savoir si les fascistes auront la volonté de pousser leur victoire jusqu'au bout (30). Le 17 octobre enfin : « Un pronto rimedio ai mali d'Italia non lo hanno trovato i socialisti ; non lo possono trovare i fascisti, perchè non c'è » (lett. 728, III, p. 312).

Onze jours plus tard, ce sera la marche sur Rome (28 octobre). On a fait courir le bruit que Pareto l'a encouragée et qu'il en est même indirectement l'auteur (31) ; que dis-je, selon Rocca et Ferri (*Riforma Sociale*), « son esprit était présent » parmi ceux qui y participaient.

Pour ma part, je connais seulement sa lettre du 29 octobre à Pantaleoni : « Domani altresì il telegrafo ci farà noto che ne è della "rivoluzione" fascista. Se non si compie ora, è probabile che non si compierà mai più ; il che non vuol dire che un'altra rivoluzione sia impossibile. ... I problemi economico[no]mici e finanziari non si sciogliono con gli inni nè col gridare "Viva l'Italia". Il Mussolini mi pare un uomo di Stato di merito non comune, ma non so se riuscirà a togliersi la zavorra dei seguaci. Fermiamoci qui, perchè domani

(29) Pour ceux qui croient à la psychanalyse, je signale que Pareto écrit ici : « Mussolino » (*Mussolino* fut un célèbre brigand). Selon Freud, première manière et plus raisonnable, nos lapsus traduisent notre véritable pensée, et dans le cas présent, je ne voudrais pas soutenir qu'il a tort.

(30) Dans le *Secolo* du même jour, il écrit que, pour l'instant, on ne voit pas en Italie quelqu'un qui soit capable d'être un bon dictateur.

(31) Sous diverses formes. Selon Sarfatti, par exemple (*Scalfati*, p. 124), le ministre Grandi allant à Genève en octobre 1922, vit Pareto qui lui dit que c'était le moment le plus opportun pour agir. G. Preziosi parle d'une lettre de Pareto : « Dites à Mussolini : ou maintenant, ou jamais plus ». Le plus grand des penseurs craignait que Mussolini ne renoncât à la marche sur Rome. Ceci, le 14 octobre, dans le train entre Rome et Naples, fit une grande impression sur De Vecchi, Ciano, De Bono. « Le plus grand sociologue du monde tranquillisait ainsi les exécuteurs des ordres du Duce ».

forse smentirebbe ogni previsionne. A me pare una partita di scacchi » (lett. 729, III, pp. 315-316).

Quant à l'affirmation métaphysique que « l'esprit de Pareto » fut présent au milieu des troupes fascistes, je n'en ai pas la preuve directe, mais ceci ne tendrait-il pas à l'établir : le lendemain 30, de Céligny, il envoie une autre lettre à son ami, remplie de banalités d'ordre financier, sans la moindre allusion à ce qui se passait à Rome. Ainsi, dirions nous, « son esprit était ailleurs », et où donc pouvait-il être sinon dans le camp des vainqueurs ? Je présente au lecteur ma belle théorie pour ce qu'elle vaut !

Voici en effet cette lettre :

« Ottimo il principio della parte politica, meno buono dell'economica (32). La chiusura delle borse è un grave errore; lusinga le passioni demagogiche, implica la credenza che il deprezzamento della moneta dipenda dalla speculazione, mentre, *alla lunga*, ne è indipendente. Pericolo grave per la finanza e l'economia italiane sono i minacciati provvedimenti per regolare il cambio. Unico loro effetto sarà di deprezzare un poco più la moneta. Ma che la gente è proprio cieca, per non vedere che in Francia, in Germania, in Austria, in Italia, ecc. tali provvedimenti hanno fatto mala prova ? L'Inghilterra, da un pezzo, vi ha rinunciato. Speriamo che, se il principio non è buono, il seguito sarà migliore » (lett. 730, 30 octobre 1922, III, p. 316).

On ne saurait dire en vérité qu'elle montre un grand enthousiasme fasciste ou nationaliste chez l'auteur !

b) Le fascisme arrivé au pouvoir, Pareto, qui a moins de dix mois à vivre, s'y montre beaucoup plus favorable qu'il ne l'avait été jusque-là.

Une de ses premières prises de position est une lettre du 13 novembre 1922 (publiée dans *Economia* en décembre 1930), où il dit qu'il est heureux, en tant qu'homme, de la victoire du fascisme, et heureux aussi en tant que savant dont les théories sont ainsi confirmées (33). Le 22 décembre, le Gouvernement italien lui offre de

(32) Trattasi del « principio » della politica governativa fascista.

(33) Mais (interview au *Secolo*, le 16), il déclare : « Je ne suis, ou, tout au moins, je ne crois pas être le théoricien d'aucun parti ». C'est pourquoi je ne sais trop si le maître Amoroso a eu raison d'écrire : « Fascism... glorified his memory like that of a confessor of its faith » (dans *Econometrica*, 1938, p. 21). Car, outre qu'il n'y eut jamais aucune sorte de « foi » chez Pareto, ses théories annoncent autant le bolchévisme, que n'importe quel autre mouvement anti-démocratique.

devenir son représentant à la *Société des Nations* dans la Commission de désarmement. En fait, il n'en adviendra rien, eu égard à son état de santé ; cependant, il en accepte le principe, attendu qu'il n'est pas en désaccord avec la politique de ce gouvernement.

Il écrit vers cette époque, environ deux mois après l'avènement du fascisme (34), que l'idéologie de Napoléon III était à peine meilleure que celle qui l'avait précédée, tandis que « les fascistes nous ont débarrassés de l'idéologie démocratique et démagogique. On peut donc douter que les journalistes français aient raison, quand, de la fin de Napoléon III, ils tirent des présages sinistres pour celle de Mussolini » (35).

De même dans une lettre à Zuccarini (publiée par celui-ci dans la *Critica Politica*, août et septembre 1923, p. 337 et suiv.) : « Je ne crois pas pouvoir affirmer que le fascisme ne sera pas le début d'une ère nouvelle. Je ne puis dire sûrement ni oui, ni non, mais, certes je ne dis pas non ».

Le 23 mars 1923, il est nommé, en même temps que Pantaleoni, sénateur, et il accepte encore cette dignité, alors qu'il l'avait refusée sous le précédent régime (lettre à Pantaleoni du 17 août 1921). Il écrit d'ailleurs à Placci : « Je suis content de te voir favorable au nouveau régime, qui, à mon sens, est le seul capable de sauver l'Italie de maux innombrables » (36). Dans une lettre écrite à Lolini (23 mars 1923 et publiée dans la *Vita Italiana*, juin 1925, p. 610), il écrit : « Si le renouveau de l'Italie marque un changement dans le cycle parcouru par les peuples civilisés, Mussolini sera une figure historique, digne de l'Antiquité ».

Il est donc certain que, sous la forme revêtue durant ces dix mois par le fascisme, ce régime, qui l'honorait, tout en confirmant ses théories, a eu sa nette approbation.

(34) *Paragoni*, dans *Gerarchia* (janvier 1923), organe officiel du fascisme.

(35) Dans le *Nuovo Paese* (3 janvier 1923) « Il Fascismo e le Classi », l'auteur se montre plutôt favorable au nouveau gouvernement, mais il craint que ses amis ne soient pour lui plus dangereux que ses ennemis.

(36) Voir aussi, 5 janvier 1923 et 8 mars 1923 : « Mussolini s'est vraiment révélé comme l'homme que la sociologie peut invoquer... La France ne pourra se sauver que si elle trouve son Mussolini ». Quant à la prise de position du fascisme vis-à-vis de Pareto, voir Volf, dans *Gerarchia* (mai 1923) : Pareto et Sorel ont eu le mérite de voir le salut chez les extrémistes, mais celui-là fut plus clairvoyant que celui-ci, car les bolchéviks n'ont fait que détruire. Pareto, dit-il fort bien, n'a pas été l'apôtre, mais le prophète du fascisme. De plus, il y a chez lui tout un système scientifique original, sans rapport avec ses sarcasmes, ou ses préférences personnelles.

c) Et pourtant, ce qui est aussi net, c'est qu'il s'est abstenu de toute flatterie et qu'il n'a cessé de formuler des réserves en montrant les dangers qui menaçaient l'avenir (37).

Il refuse, dit-il, « de faire partie du chœur bruyant des adulateurs ».

Dès le 31 octobre 1922, il m'écrit pour me rappeler que le programme du fascisme est une chose, et le but auquel il parviendra, peut être une chose fort différente. Dans sa dernière lettre à Placci, en date du 1<sup>er</sup> août 1923, on lit: « Le salut de l'Italie réside peut-être dans le fascisme, mais il y a des précipices », et il donne raison à son correspondant qui veut qu'on ne vive pas éternellement sous un régime d'exception. Il s'est expliqué d'ailleurs là-dessus, non seulement dans des articles donnés à la *Nacion* de Buenos-Aires, et dont le texte ne m'est pas connu, mais dans deux articles que publia *Gerarchia*, et, pour ses vues positives, sur la future Constitution italienne, dans une étude du *Giornale Economico* (38).

Il arrive que la légalité ne soit imposée qu'aux faibles et non aux puissants; c'est ce que faisaient les débiles gouvernements italiens à l'époque de la tyrannie rouge, l'extrême gauche échappant à la loi. Il fallait donc s'arrêter, si on ne voulait pas tomber dans l'anarchie. Les gouvernants de l'époque n'ayant pas entendu user des moyens légaux pour y arriver, le fascisme, au cours d'une première phase, s'est imposé par d'autres moyens, mais, maintenant doit venir une seconde période, celle d'une nouvelle légalité, la loi s'imposant de nouveau à tous. Voilà pour la « légalité » (39).

Quant à la « liberté », les rouges, en 1920-1921, ne voulaient pas de la résistance fasciste à leurs entreprises, mais cette même liberté, disent-ils, oblige aujourd'hui à les laisser libres d'agir contre le régime. En fait, dans des circonstances exceptionnelles (dictature sous la République romaine, état de siège), on a admis des restrictions à la liberté. Pareto dit clairement qu'un régime dictatorial n'est pas bon en tant que tel, mais seulement en raison de ses effets éventuellement bons. Ainsi, l'unité de l'Italie fut réalisée par une

(37) Voir aussi mon *V. Pareto...* (p. 190). Je fournis ici de nouvelles citations en résumant celles qui y figurent déjà.

(38) (25 octobre 1923): *Pochi punti di un futuro ordinamento costituzionale*, publié d'abord dans le *Mezzogiorno* de Naples.

(39) VON BECKBRATH, *Von Wesen und Werden des Fascistischen Staates*, pp. 43-44, dit que Pareto n'aurait pas admis le fascisme extrémiste qui commença à se manifester après l'assassinat de Matteotti. C'est aussi mon sentiment.

sorte de dictature bourgeoise, qui voulut, sut et put vaincre des obstacles formidables à l'intérieur, tels que la papauté et le catholicisme mondial; c'est pourquoi « le fascisme est bon, parce que jusqu'ici les effets en furent bons ».

Quel sera l'avenir? Seuls les faits peuvent fournir la réponse. L'avenir semble favorable, mais de formidables périls devront être surmontés. Il faudra éviter: 1) les aventures guerrières qui ont entraîné la chute de Napoléon III (40); 2) toute soumission au parti clérical: les excès que l'on a constatés (par exemple, le fait de brûler des Bibles protestantes) ne sont pas graves, mais pourraient le devenir. L'Etat devra respecter la liberté religieuse de tous, y compris celle des libres penseurs. Il ne devra imposer aucune religion à personne, et en particulier ne pas imposer, de force, aux gens des sentiments qu'ils n'ont pas, surtout s'agissant de la religion catholique; 3) une restriction exagérée de la liberté de la presse et de l'enseignement: cette dernière peut être restreinte, s'agissant de l'enseignement primaire, et n'être pas entière dans le secondaire. Mais aucune limite ne doit être apportée dans les Universités; par exemple, les théories de Marx doivent pouvoir y être enseignées (41).

Les adversaires du fascisme, qui ont eu tort de réclamer trop vite la définition d'une nouvelle légalité, ont raison à long terme, et il devient temps d'y songer.

Il s'agit donc d'accomplir une réforme constitutionnelle. Le régime devra, autant que possible, respecter les formes anciennes, tout en rénovant la substance: « Quelque opinion que l'on ait du Parlement, il faut le conserver de façon qu'il rende le plus de services possibles, en faisant le moindre mal ». Chercher le meilleur mode d'élection est de peu d'importance. Ce qui importe, c'est de limiter ses pouvoirs. Une constitution telle qu'elle existait sous Napoléon III peut être utile. Le budget devra être voté par grands chapitres; pas d'interpellations, mais une réponse au discours du

(40) Pareto, ai-je déjà dit, n'a jamais exalté la guerre, dont il paraît s'être toujours méfié. En ce sens restreint, il est demeuré, non un humanitaire, mais un pacifiste. Je pense que, non sans raison, les guerres lui apparaissent comme le meilleur moyen qu'avait la bourgeoisie pour ruiner sa puissance.

(41) Sur ce point encore, Pareto est toujours resté fidèle à lui-même. En 1897, dans un article anonyme du *Giornale degli Economisti* (t. II, p. 87 et suiv.), mais qui figure sous son nom à la table, il prend vigoureusement la défense du professeur Ciccotti qu'on ne veut pas titulariser, parce qu'il est socialiste; dans la *Sociologie* (§ 618, n° 2), il proteste contre le refus d'une chaire d'assyriologie au R. P. Scheil, savant du plus haut mérite, uniquement parce qu'il est catholique, tandis que le Collège de France a bien accueilli l'ex-abbé Loisy.

trône. Les lois pourraient être préparées par le Conseil d'Etat, et d'autres organismes, tels que des conseils de producteurs, sans oublier les consommateurs. Qu'on y ajoute la faculté pour le gouvernement de reconduire le budget, si l'autre n'est pas approuvé à temps. On pourra renforcer les pouvoirs du Sénat et faire usage du référendum.

Pareto suppose implicitement que les électeurs seront libres, puisqu'il dit: « Chercher à ce que, dans une Chambre très puissante, on ait une forte majorité, c'est se faire tort à soi-même: qui vous dit que les électeurs vous donneront cette majorité? Mieux vaut donc une Chambre n'ayant pas trop de pouvoirs ». Il ne dit pas un mot touchant le point de savoir si le gouvernement doit être responsable devant cette Chambre; mais, d'après ce qui précède, il semble que non. Ce qui lui importe avant tout, c'est que ce soit une nouvelle élite qui gouverne effectivement.

Le dernier état de sa pensée semble s'exprimer dans ces lignes de l'article *Libertà* de juillet 1923: « Nous sommes aujourd'hui arrivés à un point où apparaît, parmi les nuées de l'avenir, le commencement de la transformation de la démocratie, du parlementarisme, du cycle de la ploutocratie démagogique, et l'Italie qui, jadis, fut mère de tant de formes de civilisations, pourrait bien avoir une grande part dans la mise au monde d'une nouvelle ».

Pour ma part, je crois qu'il y a au moins autant de vrai dans ce qu'il écrivait le 1<sup>er</sup> janvier 1920, dans le *Resto del Carlino*: « Le régime de la ploutocratie démagogique pourrait bien être proche du crépuscule, et notre bourgeoisie a été l'artisan de sa propre ruine, comme ce fut le cas de la bourgeoisie romaine à l'époque de Cicéron, de la noblesse féodale au temps des Croisades, de la noblesse française au moment de la grande Révolution, etc. Mais, la société ne s'arrêtera pas en un nouvel état de choses stable. A la présente oscillation, d'autres succéderont, et ainsi de suite, indéfiniment ».

### VIII. Conclusion.

Vilfredo Pareto est une grande figure, un peu étrange, dans l'histoire de la pensée humaine.

Dans l'ensemble, sa personnalité apparaît comme sympathique; ses quelques défauts sont communs à bien des hommes, qui aiment à avoir toujours raison et ne souffrent pas la contradiction. Ses qualités le rendent hautement estimable; ce sont, avant tout: la

loyauté, la droiture, l'attachement à ses amis, comme la correspondance avec Pantaleoni en est un exemple magnifique.

La culture de l'homme est supérieure; elle est, d'abord, mathématique et classique, mais ses lectures sont des plus étendues, et ses citations sont le plus souvent dans d'autres domaines, très pertinentes, comme je puis en témoigner dans celui qui est le mien: celui des auteurs musulmans.

Faisons ressortir l'influence tout à fait prédominante, exercée sur lui par Léon Walras: certes, dans son oeuvre personnelle, en matière d'économie mathématique, Pareto a fait des efforts considérables pour échapper à cette influence (42); par contre, dans la *Sociologie*, il revient à certains égards, à des concepts proches de ceux de Walras (43). Certes, d'autres penseurs ont encore influencé notre auteur (44), mais aucun de façon aussi décisive.

Passons à l'oeuvre. Même si l'on ne veut pas admettre, avec les parétiens orthodoxes, dont je suis, qu'elle porte la marque du génie, il faut en relever l'importance exceptionnelle:

1) En économie pure, il a étendu la science de l'économie mathématique, en allant beaucoup plus loin que Walras et selon des méthodes nouvelles.

2) En économie appliquée, il fut un grand précurseur de l'économétrie moderne. Avant tout autre, il a préconisé l'emploi de l'interpolation appliquée aux données statistiques pour la découverte de lois empiriques. Surtout, il a, lui-même, découvert la courbe des revenus: l'explication de la chose n'a pas encore été donnée de façon satisfaisante, mais les faits sont là, et je ne crois pas que personne ait, jamais, depuis, découvert quelque chose de si important et de si curieux.

3) Sa critique du Socialisme est, au moins dans le fond, une des plus complètes et plus profondes qui soient et elle est menée selon des principes entièrement nouveaux.

(42) Peut-être parce que, dès qu'il entre en contact avec les théories de l'utilité finale, il a des doutes: « I miei dubbi si concentrano tutti sul grado finale di utilità, di cui finora non ho trovato una definizione precisa » (lett. 26, 3 octobre 1891, I, p. 65). Sa théorie développée dans le *Manuel* évite cet écueil.

(43) Les instincts (« résidui ») des hommes, qui sont à la base de la sociologie parétienne, sont de même nature psychologique que « l'utilité » (ou « ophélimité ») de l'économie walrasienne.

(44) Voir mon *V. Pareto, Sa vie et son oeuvre* (1927), p. 205.

4) Sa sociologie a une portée analogue: c'est une tentative étonnante pour comprendre ce qu'est vraiment la société, derrière le voile des « dérivations » (logomachies), auxquelles les humains se complaisent.

Toutefois, il faut bien reconnaître que son oeuvre, et en particulier la *Sociologie Générale*, a de graves défauts de forme; elle se présente sous un aspect des plus désordonnés, et, parfois, le ton (je ne dis pas le fond du raisonnement) en est bien inhabituel dans un livre de science.

Il n'empêche que l'homme et son oeuvre méritent le respect et l'admiration des économistes et des sociologues. Je désire, en terminant, dire encore combien la science doit être reconnaissante à la *Banca Nazionale del Lavoro*, de l'initiative généreuse et éclairée, qu'elle a prise, pour faire connaître la pensée du Maître.

G. H. BOUSQUET

## Note Bibliografiche

GEORGES MANOUSSOS, *Inflation, Croissance et Planification*, Librairie E. Droz, Ginevra, 1961, pp. 332.

Il Prof. Manoussos ha insegnato, come libero docente, a Losanna, nell'università che fu di Walras e di Pareto. Segnaliamo questa circostanza non già per porre in luce un elemento estrinseco che potrebbe comunque aver avuto un certo peso nella stesura di questo importante lavoro del Manoussos. Il legame intrinseco con l'Università svizzera è un altro: « *Inflation, Croissance et Planification* » si ricollega alla migliore tradizione paretiana come impostazione metodologica e come ricerca erudita, almeno nelle prime due parti. Nell'ultima parte non manca, se non andiamo errati, anche un influsso, meno scientifico e genuino, quale quello che il Pareto stesso criticava nel « Walras metafisico e pensatore sociale ».

Il libro è diviso in tre parti: le prime due si occupano della nozione di « inflazione » e degli equivoci, confusioni e danni causati dai moltissimi significati assunti da questo termine non solo nella storia dell'economia e del pensiero economico, ma in quella politica e nella storia stessa del costume e del giornalismo. Per contro, la terza parte tratta, quasi per intero, di

un problema connesso bensì alla posizione teoretico-storica assunta dal Manoussos in materia di inflazione, ma, in gran parte, anche indipendente: quello dello sviluppo economico, inflazionistico o meno, e della pianificazione, considerata come strumento, più o meno idoneo, nelle sue varietà storiche e nelle sue modalità tecniche, per regolarizzare il ritmo di sviluppo e frenare il rialzo secolare dei prezzi.

Impossibile riassumere i risultati anche più generali che l'opera del Manoussos raggiunge nelle prime due parti; basti dire che almeno un centinaio delle pagine che l'A. dedica al problema « che cosa è stata e che cosa è l'inflazione » costituirebbero, di per se stesse, un'esauriente e brillante « voce » d'enciclopedia. Per il Manoussos, la nozione di inflazione costituisce una specie di concetto razionale-storico il cui contenuto, pur derivando il modello logico da una nozione generalissima che risale sostanzialmente all'Età Moderna, acquista connotati sempre diversi, e quasi sempre contraddittori, nel corso dei tempi e con il mutare delle vicende economico-politiche. L'A. non svolge questi concetti in astratto, come pura ricerca logica; per contro, egli li sostanzia di storia e se ne serve per dimostrare come diversi concetti di inflazione, più o meno

sviluppati, più o meno « veri » a seconda delle circostanze storiche in cui essi sono sorti, abbiano, e spesso con conseguenze decisive, influito sul corso degli eventi. Gli esempi si potrebbero scegliere a piacere; vogliamo citarne due tratti rispettivamente dalla storia economico-politica e da quella delle dottrine dell'economia.

Per il primo esempio, si veda la seconda parte del volume ove l'A. tratta « i casi in cui non si è creata moneta quando si doveva farlo » (non si è creata precisamente a causa di una concezione superata di « inflazione »). Ivi, il Manoussos considera in profondità la politica deflazionistica di Brüning (1931), che ha preceduto di poco la finanza schachtiana; politica ancorata alla « fobia dell'inflazione », di cui tanto hanno sofferto i tedeschi, e ad un concetto di inflazione che traeva direttamente il suo significato dalla inflazione 1919-23, « aperta e galoppante », del marco tedesco; una politica infine che contrastava, per i suoi fondamenti, con quella posta a base dei progetti di sviluppo nazisti che poggiavano su più moderne, seppur ancora nebulose, concezioni di inflazione controllata e manovrata, se non repressa, e cioè su germi che dovevano trovare piena fioritura con l'economia di Keynes (si confronti per questo contrasto di concetti di « inflazione » il celebre « *Le vicende del marco tedesco* » del Bresciani Turrone con il capitolo quarto della « *Introduzione alla politica economica* » dello stesso Autore; due opere che il Manoussos, inesplicabilmente, non cita). A loro volta, gli esperti dei governi che si preoccupavano dell'ascesa economica del

III Reich dividevano — secondo il Manoussos — le idee dei circoli di Brüning, e quindi un concetto antiquato di inflazione. Onde un equivoco fondamentale sulla nozione di inflazione: causa diretta — scrive l'A. — della sottostima della potenza finanziaria ed economica del III Reich e condizione della seconda guerra mondiale (notiamo, incidentalmente, che il contrasto fra il meno recente significato di inflazione, e quello più moderno, potrebbe ricondursi agevolmente all'opposizione fra i parietani « residui »: persistenza degli aggregati e istinto delle combinazioni).

Ed ecco un altro esempio in campo teoretico: secondo l'A., la concezione corrente d'inflazione (quella, cioè, che correva ai tempi della prima guerra mondiale) come creazione eccessiva di circolante, nei confronti dei livelli assunti dalle altre variabili dell'equazione dello scambio, dovrebbe la sua vitalità al fatto che essa consente di introdurre surrettiziamente, nel ragionamento economico, la teoria quantitativa della moneta nella sua forma più semplicistica (quella, per es., dovuta al Fisher). La persistenza del vecchio concetto di inflazione sarebbe pertanto da attribuire ad un fenomeno di inerzia nel campo delle dottrine economiche, riflesso, a sua volta, di un irrazionale ed estemporaneo attaccamento ai più vecchi quadri istituzionali del sistema economico in cui viviamo.

Sin qui, secondo noi, il miglior Manoussos. La terza parte svolge infatti ottime osservazioni sui rapporti fra inflazione e sviluppo economico, ma sembra smarrirsi in un altro terreno

quando propone e discute diversi progetti di pianificazione non statalizzata che le « economie occidentali » dovrebbero far propri onde tenere il passo — soprattutto come regolarità di ritmi di sviluppo — con quelle « orientali ». Tali progetti in genere, quando giungono allo stato di maturazione, costituiscono il frutto di una lunga esperienza collettiva e difficilmente possono sorgere dalla mente di un singolo studioso che può, tutt'al più, tracciare un quadro delle difficoltà in cui si muovono, sulla via di una certa pianificazione, le economie di mercato e quelle « miste », e discutere i singoli programmi già evoluti o ancora in sboccio.

Si può vedere in questa posizione « utopistica » dell'A. un residuo dello spirito del Walras « riformatore sociale »? È difficile rispondere ad un quesito del genere; in ogni caso anche se alcuni capitoli del volume potranno parere esorbitanti, rimangono per il lettore almeno duecento pagine di ottima e suggestiva economia.

GIULIO PIETRANERA

\*  
\*\*

FERDINANDO DI FENIZIO, *Le Leggi dell'Economia - IV: Diagnosi, Previsioni, Politiche congiunturali in Italia*, L'Industria, Milano, 1959, voll. 2.

Il quarto volume del Corso del Prof. Di Fenizio intende costituire una convalida della concezione generale che l'A. ha della scienza economica, da lui prospettata come economia empirica positiva.

Per il Di Fenizio, la teoria economica non può essere costruita, in al-

cuna delle sue « leggi », come un *a priori*. La costruzione aprioristica riguarda soltanto la struttura generale del pensiero logico, che è comune alle scienze empiriche; per contro, il pensiero economico concreto, che dà contenuto alle leggi economiche, appare come il risultato terminale di un lungo processo che ha inizio dai problemi che la realtà pone all'indagatore e si sviluppa attraverso un complesso sistematico di osservazioni che portano alla formulazione di ipotesi-guida; queste, a loro volta, vengono generalizzate, con l'ausilio del metodo statistico e dei procedimenti tautologici offerti dalle scienze formali, e « proposte » alla ricerca scientifica come possibili temi di verifica sperimentale. L'ipotesi, elaborata attraverso i complessi e più moderni metodi logici offerti dalla metodologia scientifica (ed è questa modernità una delle caratteristiche che differenziano la posizione del Di Fenizio da altre formalmente analoghe che si sono affermate nel passato), può, infine, diventare « legge » scientifica, nucleo cioè di uniformità sperimentali verificate, ma sempre aperte alla verifica avvenire (cfr. per questa posizione del Di Fenizio, il primo volume del Corso: *Il Metodo dell'Economia Politica e della Politica Economica*).

Come il libro sul « metodo » propone le coordinate generali della ricerca economica, così il secondo volume del Corso (*Economia Politica - Introduzione Generale*) descrive al lettore il quadro istituzionale al quale l'A. limita la sua indagine: un sistema economico di economia di mercato (non dissimile da quello che è « tipico » rispetto alla realtà dell'economia italiana) in cui il

reddito fluisce (con ritmo « normale » o con ritmo ciclico) fra i grandi operatori del sistema economico stesso.

Chiariti, nelle prime parti del Corso, i presupposti logici ed istituzionali di un dato indirizzo scientifico dell'economia, le successive parti (terzo e quarto volume) mirano a dimostrare al lettore come la « teoria » economica positiva e storicamente concreta debba essere laboriosamente costruita e verificata, con pazienti ed accurate analisi dei fenomeni economici rilevanti per la realtà italiana. Si ha così nel Corso (terzo volume) la ricostruzione metodologica e l'elaborazione concreta di una (per l'A.) delle poche « leggi » sperimentali della economia politica moderna, dovuta all'intuizione di J. M. Keynes e continuamente rielaborata in tempi più recenti: la funzione del consumo.

L'elemento sostanziale della ricerca economica si presenta pertanto all'A. come un sistema di ipotesi-guida elaborate e previste, che un ulteriore lavoro scientifico potrà più o meno verificare; donde l'importanza capitale assunta nel Corso dalle diagnosi e previsioni che costituiscono un ponte logico fra l'ipotesi e la « legge » (naturalmente, dato il quadro istituzionale del Corso, si tratta di diagnosi e previsioni politico-congiunturali che riguardano la realtà economica italiana).

Nel quarto volume l'A. si propone appunto di affrontare il tema « diagnosi e previsioni » rispondendo a importanti quesiti: come sono effettuate le « diagnosi », cioè le anticipazioni di brevissimo periodo riguardanti l'immediato futuro; come sono avanzate e formulate le previsioni economiche

di breve periodo; quali possibilità concrete vi sono per avviare un'efficace politica anticongiunturale nel quadro del sistema economico italiano.

Nella sua estesa esposizione, l'A. mette in rilievo, in primo luogo, i presupposti per corrette diagnosi e previsioni congiunturali: sufficiente sviluppo di quella parte della conoscenza economica che riguarda le fluttuazioni in economia di mercato; messa a punto di modelli ed individuazione di « leggi » accertate in numero sufficiente per le diagnosi; ed idonei strumenti statistici. Espone poi i vari metodi (remoti e recenti) per le diagnosi e le previsioni economiche (all'estero ed in Italia); mette in evidenza talune caratteristiche strutturali del nostro paese (territorio, popolazione, risorse naturali; formazione, distribuzione ed impiego del reddito nazionale; relazioni fra sistema economico italiano e resto del mondo, rapporti fra imprese pubbliche e private, rapporti fra prezzi liberi e prezzi controllati); descrive i cinque « cicli brevi » o « cicli Kitchin » (aventi una lunghezza non superiore ai quaranta mesi) manifestatisi in Italia dopo la seconda guerra mondiale, ossia dal 1945 in poi (ciclo monetario, ciclo Marshall, ciclo coreano, primo ciclo europeo, secondo ciclo europeo); individua i sintomi congiunturali di ripresa e di recessione rilevati in Italia; discute dei dati attinenti alla formazione ed all'impiego del reddito, dei flussi monetari e creditizi, dell'andamento dei prezzi, ecc.

In sintesi, l'A. sottolinea, in sede di previsioni generali, che il sistema economico italiano tende verso una popolazione crescente; che le forze lavora-

tive possono aumentare per decisioni improvvise di lavoro da parte di adulti di sesso femminile e per il tentativo degli occupati in agricoltura di trovare occupazione presso l'industria e presso le attività terziarie; che lo sviluppo del nostro sistema economico è relativamente rapido ed il prodotto nazionale lordo può essere costituito ancora in parte notevole dal prodotto agricolo, anche se comparativamente esso perde terreno. E conclude che l'economia italiana si presenta come aperta, dualistica, industriale, trasformatrice ed in rapido sviluppo, il che la rende più sensibile agli impulsi congiunturali provenienti dall'estero e, in pari tempo, vulnerabile in seguito ad impulsi ciclici sempre esterni.

Trattati, infine, i sondaggi regolari sulle opinioni (ottimistiche e pessimistiche) degli uomini d'affari raccolti dall'Unione Italiana delle Camere di Commercio, nonché quelli semestrali compiuti da « Mondo Economico » e rilevato che il sistema economico italiano è meno soggetto di altri sistemi economici a mutamenti d'opinione « direzionali » (ed anche meno propagatore di codesti impulsi), il volume si chiude dimostrando che ancora rimane molta strada da percorrere nel campo della formulazione delle ipotesi, della raccolta delle osservazioni, della elaborazione e verifica delle leggi e che ancora si è lontani dalla sistemazione di una vera e propria teorica verificata delle fluttuazioni economiche brevi per l'Italia, nonché da attendibili diagnosi e previsioni congiunturali riguardanti il nostro sistema economico.

L'opera del Di Fenizio, per la sua stessa impostazione, rimane sempre

aperta a nuove ipotesi e a nuove verifiche di leggi. Ma, nel suo complesso, pone già oggi una quantità di problemi che hanno interessato, e che non potevano non interessare, gli studiosi; riprova questa, che costituisce una delle più serie ed informate prese di posizione che si siano avute in questi ultimi anni nel campo delle scienze sociali.

F. B.

\*\*

FRANCESCO VITO E ALTRI, *Concorrenza e monopolio nell'economia italiana*, Problemi economici d'oggi, Vol. I, Società Editrice « Vita e Pensiero », Milano, 1960, pp. 129.

Il volume raccoglie una serie di brevi saggi del Prof. Francesco Vito e di altri studiosi dell'Istituto di Scienze Economiche dell'Università Cattolica del Sacro Cuore, che prendono spunto dal disegno di legge recentemente presentato dal Governo italiano sulla tutela della libertà di concorrenza. Tale problema è affrontato nel quadro delle trasformazioni istituzionali delle varie economie nazionali negli ultimi anni e dell'evoluzione della più moderna teoria economica.

Il primo saggio, del Prof. Vito, *La tutela della concorrenza e il controllo del monopolio nell'economia italiana* ha carattere introduttivo. Esso illustra anzitutto l'evoluzione sia degli indirizzi scientifici, sia specialmente delle varie legislazioni, dallo « Sherman Act » fino alle norme antimonopolistiche contenute nei trattati della CEEA e della CEE. Constatato il superamento delle vecchie posizioni — il « mito » della concorrenza e la corrispondente



« fobia » del monopolio — il Vito ritiene che il problema attuale sia quello di inserire la legislazione antimonopolistica nel quadro di una politica di progresso economico, valutando il monopolio sulla base dei suoi reali effetti; e più particolarmente, mirando a conciliare i vantaggi della configurazione monopolistica — riduzione di costi, attenuazione di rischi, stabilità di mercato — con i suoi aspetti negativi: abusi di potere economico, profitti eccessivi, involuzione del sistema economico. Naturalmente, tale inserimento della politica antimonopolistica nella realtà del mercato andrebbe condizionato e graduato secondo i vari tipi di situazioni monopolistiche oggi prevalenti in Italia (in particolare, il Vito insiste sulla distinzione, che sembra molto feconda, fra « intese » e « posizioni dominanti »). A conclusione del saggio, viene esaminato il disegno di legge italiano, che l'A. critica per l'incertezza e la genericità con la quale verrebbero individuate e indiscriminatamente colpite le posizioni di monopolio; un simile atteggiamento è ritenuto dal Vito anacronistico rispetto alla situazione economica in atto.

Lo studio del Lombardini, *La legge antimonopolistica nel quadro di una politica di sviluppo economico*, discute soprattutto i connotati antimonopolistici di una politica di sviluppo.

Il Lombardini parte dal presupposto dell'impossibilità di ripristinare un regime di concorrenza, nell'accezione classica del termine; osserva che, comunque, tale regime è valido a risolvere il problema della distribuzione delle risorse disponibili solo nel caso di una economia stazionaria, ma, che

ai fini di una politica di sviluppo, la migliore utilizzazione delle risorse richiede un piano economico che orienti, coordini ed integri le decisioni imprenditoriali. Ciò posto, l'A. considera le conseguenze dannose del monopolio sia per la distribuzione delle risorse, sia per il processo di sviluppo ed esamina criticamente le opinioni relative ai « vantaggi tecnici » del regime di monopolio, raggiungibili anche per altre vie. Come conclusione, l'A. ritiene che, nello stabilire eccezioni alle disposizioni antimonopolistiche, ci si debba limitare a casi del tutto particolari e ben circostanziati.

Nel saggio del Feroldi, *Caratteristiche dell'economia italiana e regole di concorrenze nel quadro della CEE*, vengono preliminarmente esaminati alcuni lineamenti dell'economia italiana — specialmente il suo carattere di sistema « misto », « dualistico », con settori sviluppati e settori arretrati — e discusse le conseguenze che le norme antimonopolistiche del trattato della CEE possono avere sull'economia dell'Italia. L'A. ritiene che tali norme siano piuttosto elastiche sicchè la posizione delle nostre imprese, nei riguardi dei robusti complessi economici degli altri paesi della CEE, potrebbe trovarsi grandemente indebolita a meno che la legislazione interna italiana non tolleri quelle concentrazioni e quelle intese volte a potenziare ed a modernizzare i settori più deboli e più dispersi della nostra economia.

Il Mazzocchi, nel saggio *La disciplina antimonopolistica alla luce della teoria economica*, prende lo spunto dalla constatazione di una evoluzione legislativa in materia ed illustra suc-

cessivamente i casi concreti nei quali si sono avute eccezioni alle disposizioni antimonopolistiche. Tali eccezioni sono volte a: 1) promuovere la razionalizzazione produttiva in dati settori; 2) contrastare situazioni di crisi; 3) migliorare la qualità dei prodotti offerti; 4) standardizzare i prodotti e le condizioni di vendita.

Secondo l'A., oggi il meccanismo classico, attraverso il quale i progressi tecnici tendevano a diffondersi mediante riduzioni di prezzo in un sistema concorrenziale, non funziona più, ma non per cause imputabili al cresciuto grado di monopolio, bensì per i mutati meccanismi di distribuzione degli incrementi di reddito derivanti dall'aumento generale della produttività. In tale situazione, il punto essenziale non è il controllo dei monopoli, bensì il controllo della destinazione degli aumenti di produttività. Tale schema generale non si può applicare tuttavia integralmente alla economia italiana; ma, anche nel caso italiano, non si può pensare che la sola legislazione antimonopolistica possa risolvere i problemi di sviluppo.

Il volume è completato da alcuni studi collaterali nonchè dal testo del disegno di legge per la tutela della libertà della concorrenza e dalle norme relative alla sua disciplina nei trattati OEEC, CEE ed EURATOM. Nel suo complesso, l'opera si presenta come un notevole e riuscito sforzo rivolto a saggiare, alla luce dei più recenti studi in materia, un provvedimento legislativo concreto, quale quello italiano sul controllo dei monopoli.

G. P.

\*  
\*\*

AUTORI VARI, *Aspectos Monetarios de las Economias Latino-Americanas 1959*, Cemla, Città del Messico, 1960, pp. 328.

VICTOR L. URQUIDI, *Trajectory del mercado comun latino-americano*, Cemla, Città del Messico, 1960, pp. 260.

Il Cemla (Centro de estudios monetarios latino-americanos), che ha sede a Città del Messico, va pubblicando dal 1956 una serie di volumi, rivolti sia a far conoscere ai lettori di lingua spagnola opere economiche celebri in campo internazionale (traduzioni da Knight, Marget, Triffin, Kuznets ed altri), sia ad illustrare i problemi monetari, creditizi e finanziari dell'America Latina in genere, o di alcuni dei paesi che la compongono.

Molte di queste ultime pubblicazioni vennero elaborate da esperti stranieri (per esempio, Marget e Triffin scrissero sulle « Fluctuaciones Economicas en Estados Unidos y America Latina »), mentre altre, sempre più numerose, sono dovute a tecnici di lingua spagnola (Miguel Wionczek, Rochac, Urquidi, Breich, Ibarra, ecc.).

Le relazioni sulla situazione monetaria dell'America Latina — di cui il volume segnalato costituisce la quarta annata — sono in genere opera di un gruppo misto di esperti (il volume del 1959 è stato svolto su un modello del Triffin, mentre i diversi capitoli costituiscono contributi di altri economisti: argentini, cileni e messicani).

La relazione per il 1959 ha scopi informativi, analitici e programmatici. Essa esamina innanzitutto la vita mo-

netaria dell'America Latina durante il 1959 e passa in rassegna i diversi strumenti messi in atto per il suo controllo, sottolineando, in modo particolare, i programmi di stabilizzazione e le riforme attuate nella legislazione bancaria e monetaria dei vari Stati.

Lo studio contiene inoltre una rassegna sullo sviluppo dei paesi del « resto del mondo » che maggiormente interessano le economie dell'America Latina (specialmente gli Stati Uniti). A tale rassegna è correlata, secondo le indicazioni offerte dal modello del Triffin, un'analisi delle interrelazioni fra i paesi sudamericani interessati e il mercato mondiale. In genere, gli AA. rilevano come nel 1959 i paesi più o meno sottosviluppati dell'America Latina fossero principalmente impegnati a fronteggiare i danni causati dalla recessione mondiale nel commercio delle materie prime, iniziatisi nel 1957. Nell'America Latina tale situazione ostacolò notevolmente lo sviluppo economico e la caduta dei prezzi internazionali dei principali prodotti di esportazione e portò ad un progressivo deterioramento delle « ragioni di scambio » (v. per questi fenomeni, soprattutto, Cap. I, 2).

Di fronte al relativo arresto di sviluppo, dovuto anche agli accennati fattori di natura internazionale, si sono rafforzati nell'America Latina i programmi rivolti a creare una zona di Mercato Comune. Per incarico delle rispettive autorità governative, il Cemla ha elaborato uno studio molto documentato (*Trajectory del Mercado Comun Latino-Americano*), di grande interesse politico-economico e politico: quanto può esserlo un progetto

che, se attuato più o meno in profondità, dovrebbe mutare radicalmente la situazione economica, e la capacità contrattuale, rispetto al resto del mondo, di una zona che va dal Messico all'Argentina. Gli sviluppi di questa iniziativa meritano pertanto di essere seguiti con la dovuta attenzione.

G. P.

\*\*

CARAVALE GIOVANNI, *Il credito al consumo*, UTET, Torino, 1960, pp. VIII-280.

1. - L'interessante volume del Caravale si divide in due parti: nella parte introduttiva vengono esaminati in generale le caratteristiche ed alcuni effetti del credito al consumo; nella seconda e più ampia parte l'analisi del fenomeno viene inquadrata nella problematica dello sviluppo economico per determinare le relazioni fra un'espansione del credito al consumo e sviluppo.

Le conclusioni principali della prima parte, che riguardano gli effetti del credito al consumo sulla domanda complessiva e sul risparmio, devono essere esaminate nel contesto della seconda parte, in cui esse vengono riprese e più ampiamente motivate. L'espansione del credito al consumo è strettamente connessa alla diffusione dei beni durevoli e all'elevata elasticità della domanda di tali beni rispetto ad aumenti di reddito. Il credito rateale facilita lo spostamento della domanda dei consumatori verso i beni durevoli, e pertanto determina anzitutto un più rapido mutamento della composizione della domanda. Inoltre il credito ra-

teale provoca non solo un anticipo di acquisti che sarebbero stati in ogni modo effettuati, ma anche un aumento della domanda complessiva: sia perchè il consumatore può continuare ad effettuare altri acquisti a cui avrebbe dovuto rinunciare se non avesse avuto la possibilità di distribuire nel tempo il pagamento dell'acquisto finanziato col credito al consumo; sia perchè l'anticipazione e l'aumento della domanda provocano effetti moltiplicatori di ulteriore espansione della domanda complessiva. Ritiene quindi il Caravale che un'espansione del credito al consumo causi uno spostamento verso l'alto della funzione del consumo (lasciandone, egli dice, immutata la forma), ed una diminuzione del risparmio e del tasso di accumulazione. Sulla base di queste conclusioni si può affrontare il problema dei rapporti fra credito al consumo e dinamica del sistema economico.

Dopo una breve analisi degli effetti del credito al consumo sui movimenti ciclici (in cui si mette in rilievo come esso possa essere un fattore di instabilità e si sottolinea in particolare la funzione stimolante che esso ha in una fase di ripresa), il Caravale esamina in dettaglio e criticamente le tesi degli autori che si sono occupati del problema delle relazioni fra credito al consumo e sviluppo: alcuni (Miller, Henderson, Einzig, Seligman, Katona, Abramovitz) ritenendo che il credito al consumo sia un elemento favorevole per l'espansione di lungo periodo del sistema; altri invece (Lutz, Turner, Haberler) sottolineando che una diminuzione del risparmio e degli investimenti propriamente detti può essere

pregiudizievole al tasso di sviluppo e inclinando pertanto a considerare necessario un controllo del credito al consumo. Agli effetti della analisi del Caravale, questa partizione è poco importante, poichè egli non risparmia obiezioni ad alcuno degli autori sopra menzionati, cercando di coglierne le imprecisioni e le contraddizioni individuali con un metodo di critica quasi testuale che rende impossibile un riassunto in sede di recensione. Finalmente, negli ultimi tre capitoli del libro, l'autore espone le sue tesi, distinguendo i due casi di economie avanzate e di economie ancora sottosviluppate.

Nel caso di economie avanzate il Caravale ritiene che il problema debba essere impostato in riferimento non tanto agli effetti sulla formazione di risparmio, quanto agli effetti sulla struttura della domanda e sulla composizione della produzione. Lo sviluppo delle industrie produttrici di beni durevoli che segue un'espansione del credito al consumo non importa necessariamente un minore sviluppo della produzione di beni strumentali e quindi un minore sviluppo della produzione nei periodi successivi: infatti un aumento della domanda di beni durevoli si risolverà non solo in un aumento complessivo dei consumi a causa degli effetti secondari (effetti di moltiplicazione, spese aggiuntive), ma indurrà anche un aumento della domanda dei beni strumentali, direttamente e indirettamente; nè può dirsi che l'espansione delle industrie dei beni capitali sia limitato da scarsità di fondi investibili, poichè « l'autofinanziamento può integrare eventuali deficienze di disponibilità liquide sul mercato del

credito» e poichè « se, per caso, si verificasse una temporanea scarsità di capitali, si eleverebbe presto il rendimento del capitale investito o investibile in queste industrie », e ciò determinerebbe un maggiore afflusso di fondi. Piuttosto, poichè il principale fattore di sviluppo nelle economie avanzate (in cui i fattori sono pienamente impiegati) è un rapido aumento della produttività, e poichè nelle industrie che producono beni di consumo durevoli e in quelle che producono beni strumentali, per le prime, più elevata è la produttività e più elevato è il saggio di progresso tecnico, lo spostamento della domanda indotto dal credito al consumo si risolve in un aumento attuale e potenziale della produttività. Il credito al consumo si palesa così un elemento che favorisce lo sviluppo delle economie avanzate e su cui non devono essere imposti controlli per preoccupazioni connesse con la espansione del sistema nel lungo periodo.

In diverso modo occorre ragionare nel caso di economie ancora sottosviluppate. In tali economie, che soffrono di una sproporzione fra fattori produttivi e di una scarsità di capitale relativamente alla disponibilità di mano d'opera, la diminuzione di risparmio risultante da un'introduzione del credito al consumo ha un effetto decisamente negativo sulle possibilità di sviluppo. D'altra parte, se si accetta con il Caravale il criterio di allocazione degli investimenti proposto da Galenson e Leibenstein, secondo cui occorre massimizzare la produttività per massimizzare la quota marginale reinvestibile *pro capite*, si deve riconoscere

che anche in questo caso lo spostamento della domanda a favore di industrie con maggiore produttività può avere effetti positivi sullo sviluppo. Quale di questi due effetti — quello positivo o quello negativo — è destinato a prevalere, dipende, secondo l'autore, dallo stadio di sviluppo dell'economia. In condizioni di estrema arretratezza è necessario che tutto il risparmio disponibile sia impiegato nel creare le condizioni necessarie alla successiva industrializzazione: occorre quindi eliminare ogni incentivo ad un'espansione dei consumi e ostacolare pertanto il credito al consumo. In una fase successiva, in cui l'industrializzazione è già iniziata ma non vi è ancora piena occupazione e permane una struttura dualistica, una espansione del credito al consumo può essere favorevole nella misura in cui induce effetti moltiplicatori ed aumenti di produttività: tuttavia una tale espansione deve essere rigorosamente controllata, per evitare che i benefici di essa tocchino solamente al settore già sviluppato, aggravando così lo squilibrio esistente. Una volta compiuta la fase intermedia di sviluppo, il credito al consumo diviene, come si è visto, un fattore decisamente favorevole al successivo accrescimento del sistema.

2. - Le argomentazioni del Caravale contengono uno stimolante invito ad un dibattito. Accogliendo in questa sede tale implicito invito e, a mo' di *advocatus diaboli*, concentrando l'attenzione sui punti a mio avviso discutibili del libro e non sui molti altri, ritengo di non far torto all'autore e di dare, anzi, una prova dell'utilità del suo lavoro.

Noteremo anzitutto che alcune perplessità che suscitano le tesi del Caravale ed una certa frammentarietà concettuale — sia nella parte costruttiva sia nella parte critica — derivano forse da un insufficiente approfondimento di alcune fondamentali distinzioni. In primo luogo quella fra analisi di breve periodo e analisi di lungo periodo. È vero che il Caravale esamina separatamente gli effetti del credito al consumo sullo svolgimento delle fluttuazioni cicliche e quelli sullo sviluppo. Tuttavia si ha l'impressione che sovente strumenti elaborati in riferimento ad un'analisi di breve periodo vengano impiegati nell'analisi di lungo periodo, e proposizioni valide nel contesto della prima vengano trasferite alla seconda: così, per esemplificare, quando si fa uso del moltiplicatore e dell'acceleratore nella loro accezione più semplice, che è di breve periodo; così quando si parla degli aumenti di reddito indotti da un'espansione della domanda; così quando si ragiona che un aumento degli investimenti determinato da una espansione dei consumi trova sempre il necessario risparmio; così quando, trattando della funzione del consumo (e in proposito si deve osservare che l'autore non sempre ha fatto giustizia a Keynes nella sua analisi critica delle pagine della *General Theory* sulla propensione al consumo), non si distingue fra funzione di breve e funzione di lungo periodo.

Una distinzione più sottile, ma anche più rilevante, è quella fra dinamica e statica comparata. Non sempre è chiaro se le argomentazioni del Caravale si riferiscono ad un'analisi dinamica propriamente detta o ad un

confronto fra due situazioni, indipendentemente dalla sequenza causale e temporale che può condurre dall'una all'altra (statica comparata): alcune proposizioni sono valide in un contesto di statica comparata, ma poco significative in un'analisi dinamica (così, per lo meno nel modo in cui sono formulate, quelle circa gli effetti del credito al consumo sulla domanda, sulla funzione del consumo e sul risparmio). Ora, in riferimento ai problemi dello sviluppo, interessa prevalentemente l'indagine dinamica, che, naturalmente, è assai più complessa. Una tale indagine dovrebbe allora essere intrapresa sulla base di una certa costanza secolare del rapporto consumi-reddito, che pare empiricamente verificata negli Stati Uniti e delle oscillazioni cicliche del rapporto stesso: e sarebbe opportuno cercare di stabilire in qual misura lo sviluppo del credito al consumo ha influito su questa costanza secolare e magari in qual modo esso è connesso con l'effetto di dimostrazione. È indubbiamente probabile che un'espansione del credito al consumo provochi uno spostamento all'insù della funzione del consumo *di breve periodo*: ma, per un'interpretazione della realtà quale si presenta ai nostri occhi, occorre vedere se esiste una relazione *dinamica* fra le due variabili, e di là del caso di uno spostamento *una tantum* della funzione. Ora, può essere che esista una tale relazione e che l'espansione del credito al consumo influisca sulla linearità della funzione del consumo di lungo periodo: ma di ciò l'autore si sarebbe forse dovuto occupare più esplicitamente.

Naturalmente una relazione del genere, se esiste, non può essere provata empiricamente. Ed in proposito correttamente ci sembra l'impostazione del Caravale quando egli nega la possibilità di verificare empiricamente gli effetti del credito al consumo sullo sviluppo e impugna la validità di alcune proposte correlazioni fra espansione del credito al consumo e reddito o produzione industriale o risparmi: giustamente egli ritiene che nessuna proposizione analiticamente rilevante può essere indotta da queste correlazioni o da esse verificate. Tuttavia ciò non significa che l'analisi empirica sia inutile e che di essa si possa fare a meno, come a volte l'autore sembra ritenere. Anzitutto esistono correlati empirici che rappresentano indispensabili termini di riferimento: sono i dati sul comportamento secolare di alcune fondamentali variabili e dei rapporti fra esse, che l'indagine deve cercare di interpretare e da cui certamente non può prescindere. In secondo luogo, se è sempre difficile verificare empiricamente una relazione causale, è a volte possibile e necessario verificare l'importanza effettiva di questa relazione: ad esempio sarebbe opportuno vedere quanto importante possa essere, riferita al risparmio globale, la diminuzione di risparmio indotta, secondo l'autore, dal credito al consumo, se tale diminuzione riguarda solo i risparmi individuali. Infine, pur se l'analisi teorica deve essere schiettamente dinamica e se è difficile ottenere una soddisfacente riprova empirica di essa, utili elementi di giudizio potrebbero trarsi da un'indagine empirica di statica comparata che non presti il fianco alle obiezioni

di cui sono passibili le più o meno ingenuamente correlazioni fra poche variabili: ad esempio da confronti storici, o ancor meglio da confronti fra sistemi a diverso livello di reddito in relazione al diverso sviluppo del credito al consumo e dei consumi.

Con queste osservazioni non si vuole impugnare il merito delle conclusioni finali del Caravale circa gli effetti del credito al consumo sullo sviluppo di un'economia avanzata. Si vuol solo dire che non sempre persuadono le argomentazioni proposte ed il metodo seguito per raggiungere quelle conclusioni, le cui fondamenta potrebbero essere opportunamente rinforzate. Ciò dipende forse dal fatto che l'autore non ha esplicitato con sufficiente consistenza analitica la struttura teorica in cui può essere inquadrata la dinamica delle economie avanzate, sì che a volte manca una base concettuale per trattare del fenomeno particolare — credito al consumo — in relazione al fenomeno generale — sviluppo economico. Su una tale base l'autore avrebbe potuto dare maggior respiro e maggior rilievo ad una delle parti più acute della sua analisi: quella riguardante gli effetti del credito al consumo sull'evoluzione della struttura della domanda e sul conseguente aumento di produttività, che sono di importanza fondamentale per lo sviluppo economico, e che invece, sotto l'influenza dei modelli macroeconomici, vengono solitamente trascurati. È un peccato che di tali effetti — su cui pur si basano le conclusioni dell'autore circa la funzione positiva del credito al consumo nello stimolare lo sviluppo di economie avanzate — si parli solo in

poche pagine finali, mentre attenzione forse eccessiva viene dedicata agli effetti del credito al consumo sul risparmio. Analogamente, una più chiara impostazione teorica generale avrebbe consentito una più stringata e sintetica analisi critica delle tesi di altri autori in luogo di una esegesi testuale che non sempre fa giustizia alle argomentazioni esaminate.

Senza entrare nel merito di una tale impostazione, si potrebbero forse così concepire le principali linee di essa. Si ritiene sovente che il principale problema dello sviluppo di economie avanzate consista nell'adeguare il tasso di sviluppo « garantito » — che riflette il comportamento delle unità di produzione e di consumo ed è pari al rapporto fra quota di reddito risparmiata e coefficiente di capitale — al tasso di sviluppo « naturale », che indica le potenzialità del sistema, ed è pari alla somma del saggio di incremento della forza di lavoro e del saggio di incremento della produttività. Il credito al consumo può rappresentare un fattore di equilibrio nel meccanismo di aggiustamento se il saggio di sviluppo « garantito » tende a superare quello naturale: poichè induce una diminuzione o impedisce un aumento della quota di reddito risparmiata, determina aumenti di produttività attraverso gli spostamenti di domanda, e rappresenta così un efficace antidoto ad una stagnazione causata da sottoconsumo. Nel quadro di una tale impostazione le conclusioni del Caravale potrebbero forse essere più rigorosamente dedotte e offrirebbero un importante contributo ad un'analisi dello

sviluppo meno semplicistica di quella dei modelli aggregati.

Assai caute, e a ragione, sono le conclusioni del Caravale circa l'opportunità di un'espansione del credito al consumo in un'economia che ancora si trovi in una fase intermedia di sviluppo. Egli mette opportunamente in luce la possibilità che degli effetti stimolanti di una tale espansione possa beneficiare solo la parte già sviluppata dell'economia, e che in tal modo si aggravi lo squilibrio fra questa e il settore arretrato. Non è chiaro tuttavia se egli ritenga che, a prescindere da questa possibilità, l'evoluzione della composizione della domanda indotta dal credito al consumo debba sempre considerarsi un fattore favorevole dello sviluppo, anche quando esiste una riserva di lavoro disoccupato. Certamente egli non ha messo in rilievo che dipende in parte proprio da questa evoluzione nella struttura della domanda se ad uno sviluppo del sistema si accompagna un approfondimento delle disequaglianze esistenti fra due settori del sistema stesso. Infatti, mentre nell'economia il capitale è ancora scarso relativamente al lavoro, un aumento del consumo di beni durevoli importa un relativamente maggior impiego di capitale ed un relativamente minore impiego di lavoro: per un dato ammontare di investimenti o per un dato incremento di reddito, l'incremento di occupazione sarà minore di quanto sarebbe stato se la composizione della domanda fosse rimasta immutata. Ciò si riflette in una notevole sperequazione nella distribuzione degli incrementi di reddito e di consumo: degli incrementi di reddito beneficieranno

principalmente i già occupati, che potranno permettersi di acquistare i beni durevoli, relativamente superflui; bassissimi rimarranno invece i redditi e i consumi dei disoccupati e dei sottooccupati. Invero, in un'economia ancora semi-arretrata un aumento di produttività non è di per sé un fatto positivo: lo è senz'altro se è conseguenza del progresso tecnico, che aumenta la potenzialità produttiva dell'economia; non lo è se dipende da una crescente differenziazione fra due gruppi di percettori di reddito e aggrava a sua volta questa differenziazione attraverso una evoluzione dei consumi verso una struttura poco adeguata allo stato di relativa arretratezza in cui il sistema ancora si trova. Nè vale addurre in proposito questo o quel criterio di investimento: anzitutto perchè ognuno di questi criteri è elaborato per il caso di un'economia pianificata, in cui il reinvestimento del margine è assicurato dalle autorità centrali; in secondo luogo perchè il problema della scelta fra tecniche non coincide con quello dell'allocazione settoriale delle risorse, e quest'ultimo, nel caso in esame, deve essere considerato nel più ampio contesto delle tendenze dinamiche dell'intero sistema.

LUIGI SPAVENTA

\*\*

SVIMEZ, *Stime sui consumi privati in Italia nel prossimo decennio*, Giuffrè Editore, Roma, 1960, pp. 83.

Il volume presenta e discute alcune stime sulle probabili variazioni che dovrebbe subire nel prossimo decennio

la struttura di una delle principali voci del bilancio economico italiano: i consumi privati. Le stime che riguardano gli anni 1965 e 1970 sono state ottenute ipotizzando determinati incrementi della spesa *pro-capite* per consumi privati e facendo ricorso ad alcune relazioni funzionali istituite empiricamente, sulla base del materiale statistico attualmente disponibile del nostro paese, tra la spesa destinata alle singole categorie di beni e servizi di consumo, da un lato, e la spesa totale sostenuta dai consumatori dall'altro.

Il volume è suddiviso in due parti. La seconda è di natura metodologica; la prima esamina, e compendia spesso in comode sintesi, i risultati più generali della ricerca, puntualizzandoli per chi abbia qualche interesse, anche non strettamente tecnico, sull'andamento e sulla previsione dei consumi privati (per questi risultati si veda specialmente il Cap. I, dove vengono anche raccolti e discussi dati sulla dinamica dei consumi dal 1950 al 1958).

In Italia, l'aumento dei consumi privati, espressi in moneta costante (lire 1954), è stato il seguente: da 7.243 miliardi di lire nel 1950 si è passati a 10.122 miliardi nel 1958, con un tasso di incremento medio annuo composto del 4,3%. Poichè nel frattempo la popolazione si è accresciuta al ritmo dello 0,4-0,5% all'anno, l'aumento dei consumi *pro-capite* dalla fine del 1950 al 1958 è stato del 3,8% all'anno (per valutare la portata di tale fenomeno, occorre tener presente che, nel periodo trascorso tra l'unificazione italiana e l'inizio della seconda guerra mondiale, il saggio d'incremento annuo medio

del consumo *pro-capite* è stato solo dello 0,5%).

Per l'avvenire lo studio giunge a prevedere una spesa complessiva per consumi privati (espressa in valori reali, e cioè in lire 1954) di 14.360 miliardi nel 1965 e di 17.502 miliardi nel 1970. La cifra corrispondente per il 1958 è di 10.906 miliardi (aumento reale tra il 1958 e il 1970 del 53,38%).

Sulla base di alcune previsioni demografiche relative all'incremento della popolazione nel dodicennio considerato, sono stati anche calcolati i prevedibili consumi *pro-capite* (espressi sempre in lire 1954): base accertata, lire 223 mila nel 1958; 285 mila nel 1965 e 342 mila nel 1970. In termini percentuali, si tratta di un incremento annuo *pro-capite* del 3,6% nel periodo 1958-65 e del 3,8% nel 1965-70. L'ordine di grandezza è quindi sostanzialmente simile a quello accertato per il periodo 1950-58.

Di grande interesse sono anche le previsioni che riguardano la ripartizione dei consumi globali.

*Alimentari.* Caratteristica principale di un forte sviluppo dei consumi globali *pro-capite* è la riduzione del peso dei consumi alimentari, accompagnata da un miglioramento qualitativo. In Italia, nell'ottantennio che va dall'unificazione all'inizio della seconda guerra mondiale, a causa del lento accrescersi del reddito e del suo basso livello assoluto, i consumi alimentari (più precisamente alimentari, bevande e tabacco) si mantennero sempre intorno ai 2/3 del consumo totale, e compresero generi di scarso pregio. La situazione del 1958 risente delle sfavorevoli

condizioni del passato: mentre la proporzione percentuale italiana (per i soli alimentari, senza bevande e tabacco) era del 46% sul totale dei consumi, le cifre corrispondenti erano per la Francia 37%, per il Regno Unito 33%, per gli Stati Uniti 23%; per i paesi *occe* in media 36%. Le previsioni svimez danno per l'Italia nel 1965 e nel 1970 le aliquote rispettivamente di 42,2% e 39,6%.

La riduzione del peso relativo degli alimentari rispetto al totale è determinata da molte cause, tra le quali emerge il fatto che i consumi alimentari sono, oltre un certo livello, concorrenti l'uno con l'altro e non complementari; in altre parole, l'aumento in valore assoluto dei consumi alimentari, dopo che si sia raggiunto un certo livello quantitativo, deriva dalla sostituzione di alimenti di scarso pregio con alimenti di maggior pregio. Invece i consumi d'altro genere sono di solito in rapporto di complementarità l'uno con l'altro; inoltre l'aumento del reddito fa sì che si soddisfino via via anche i consumi meno urgenti. In conclusione, l'aumento medio annuo dei consumi alimentari nel periodo coperto dalla previsione dovrebbe essere del 2,4%, contro il 3,3% registratosi tra il 1950 ed il 1958.

*Trasporti.* Tra le spese non alimentari, particolare dinamismo sembrano mostrare in prospettiva quelle relative ai trasporti, e in particolare la categoria delle spese per acquisto ed esercizio dei mezzi propri: l'aumento medio annuo previsto per il 1958-65 è del 7%; per il 1965-70 del 6,9%. Nel 1950-58 la cifra corrispondente è stata pari addirittura al 9,5% annuo.

*Articoli durevoli di uso domestico.* Si tratta di un'altra categoria destinata a svilupparsi assai rapidamente, specie per il diffondersi dell'uso di apparecchi elettrodomestici in genere, e radiotelevisivi in particolare. Tra il 1950 e il 1958 l'aumento della spesa è stato del 78% pari al 7,4% medio annuo; per il periodo 1958-70 si prevede un aumento medio annuo del 5,9%.

*Spese di carattere ricreativo e culturale.* Il ritmo di sviluppo previsto per tali spese per il periodo 1958-70 (4,7% all'anno) è minore di quello dei due gruppi precedenti; esso supera tuttavia, a differenza che per i gruppi sinora esaminati, quello verificatosi nel 1950-1958 (4,1% annuo).

*Vestituario e abbigliamento.* Un certo incremento rispetto agli anni trascorsi dovrebbe verificarsi anche in questa categoria che, nel periodo 1950-58, si è sviluppata al ritmo del 2,1% medio annuo, con notevoli oscillazioni da un anno all'altro intorno alla media. Il

saggio d'incremento previsto per il periodo 1958-70 è invece del 4,2%.

In conseguenza dei differenti tassi d'incremento annuo, previsti tra il 1958 e il 1970, lo studio ipotizza le seguenti variazioni delle quote percentuali delle varie voci di spesa sul totale dei consumi:

INCIDENZA % SUL TOTALE  
DEI CONSUMI

	1958	1970
Generi alimentari . . . . .	45,66	39,63
Bevande alcoliche . . . . .	6,54	5,95
Tabacco . . . . .	4,42	4,39
Vestituario e effetti personali . . . . .	10,45	11,15
Abitazione . . . . .	3,38	3,51
Combustibili e elettricità . . . . .	2,66	2,90
Articoli di uso domestico e servizi personali . . . . .	5,86	6,28
Igiene e salute . . . . .	3,64	3,72
Trasporti . . . . .	6,98	10,19
Comunicazioni . . . . .	0,93	1,35
Alberghi e pubblici esercizi . . . . .	2,78	3,11
Spese ricreativo-culturali . . . . .	5,10	5,79
Spese varie . . . . .	1,60	2,03
<b>Totale . . . . .</b>	<b>100,—</b>	<b>100,—</b>

G. S.

## Libri ricevuti

ANGELINI ARMANDO: *Cinque anni di Politica dei Trasporti*, Vallecchi Editore, Firenze, 1960, voll. 3.

[L'A., Ministro dei Trasporti dal luglio 1955 al marzo 1960, traccia un ampio e documentato consuntivo dell'opera svolta in cinque anni di permanenza al Ministero; e discute le questioni che interessano i settori delle Ferrovie dello Stato, la motorizzazione civile e i trasporti in concessione, nonché i problemi relativi al turismo e alle fonti di energia che direttamente riguardano le comunicazioni.]

ANGERS FRANÇOIS-ALBERT: *Essai sur la centralisation. Analyse de principe politique et économique dans les perspectives canadiennes...* avec la collaboration de Pierre Harvey et Jacques Parizeau, Les Presses de l'École des Hautes Etudes Commerciales, Ed. de la Libr. Beauchemin, Montréal, 1960, pagg. 331.

[L'A. analizza, su un piano elementare, i problemi teorici e storici dell'accettazione e del decentramento amministrativo e della centralizzazione della politica economica. Lo studio costituisce un'introduzione ad altri volumi che tratteranno dei relativi problemi nell'ambito di due settori della vita pubblica canadese: il sistema tributario e la sicurezza sociale.]

ANNESI MASSIMO: *Rassegna di giurisprudenza sulle leggi per la industrializzazione del Mezzogiorno*, a cura della SVIMEZ, Giuffrè Editore, Roma, 1960, pagg. IX-133.

[L'interessante lavoro fa perno sull'esame e la discussione di un concetto di primaria importanza nella legislazione a favore del Mezzogiorno, quello di « stabilimento industriale tecnicamente organizzato ».

Dalle prime norme agevolative disposte agli inizi del secolo per le nuove iniziative industriali nel Sud, sino agli anni di questo dopoguerra, la concessione dei benefici fiscali a favore del Mezzogiorno è stata infatti circoscritta a quelle iniziative industriali che potevano essere considerate « opifici (cioè stabilimenti industriali) tecnicamente organizzati ». In genere, la giurisprudenza ha accertato che il legislatore degli inizi del secolo, collegando il sistema delle agevolazioni fiscali a questo concetto, mirava a limitare i benefici a quelle nuove iniziative che, differenziandosi dalle imprese artigiane, tipiche dell'economia meridionale dell'epoca, potessero effettivamente recare un contributo all'occupazione ed all'evoluzione della struttura economica delle regioni arretrate. Questa linea di demarcazione è rimasta valida per tutto il periodo successivo; ma, con il progredire del tempo, non è stata — ovviamente — e non è più sufficiente ad una retta interpretazione della « ratio » dell'intervento pubblico disposto con le agevolazioni fiscali. Con il passare degli anni, il rapido e costante progresso

tecnologico ha infatti creato, con l'industrializzazione di attività un tempo certamente non classificabili come industriali, situazioni del tutto nuove.

L'Annesi esamina e vaglia (specialmente nella prima parte del volume) circa sessanta anni di interpretazione giurisprudenziale rivolta a risolvere il problema dell'adeguamento della lettera della norma alla effettiva volontà del legislatore, indipendentemente dalla formula da questi usata e dalle interpretazioni seguite nel passato. « Nel complesso » — egli scrive — « pur con qualche inevitabile incertezza, essa ha risposto abbastanza bene a tale compito, registrando una continua evoluzione ed un costante affinamento dei criteri interpretativi, sicché la consultazione delle decisioni, anche non recenti, risulta a tutt'oggi di rilevante utilità per l'interpretazione della legislazione in vigore ».

La seconda parte del volume raccoglie ed ordina con criterio sistematico le « massime » giurisprudenziali sulle materie discusse.]

*Archivio economico dell'unificazione italiana*, Vol. X, Istituto per la Ricostruzione Industriale, Roma, 1960, fasc. 5: 1) A. Graziani: *Il commercio estero del Regno delle Due Sicilie dal 1832 al 1858*; 2) G. Felloni: *Stipendi e pensioni dei pubblici impiegati negli Stati Sabaudi dal 1825 al 1859*; 3) P. Bantellini: *Le retribuzioni dei lavoratori edili a Firenze dal 1819 al 1890*; 4) U. Tucci: *Stipendi e pensioni dei pubblici impiegati nel Regno Lombardo-Veneto dal 1824 al 1866*; 5) T. Del Viscio: *Monete e zecche del Regno delle Due Sicilie dal 1815 al 1859*.

ASSOCIAZIONE FRA LE SOCIETÀ ITALIANE PER AZIONI: *Risparmio, moneta e credito dei sei Paesi della C.E.E. nel 1959*, Roma, 1960, pagg. 214. Quaderni, XXVII.

[Il volume esamina distintamente per ciascuno dei sei paesi della Comunità Economica Europea, i principali aspetti dell'attività finanziaria nel corso del 1959. In particolare vengono considerati per ogni singolo paese: le fonti di finanziamento degli investimenti (settori di formazione del risparmio e movimento di capitali con l'estero); il mercato dei capitali (emissione di valori mobiliari, operazioni di borsa, tassi del mercato finanziario); il mercato monetario (indebitamento a breve termine, disponibilità liquide e tassi del mercato monetario); infine, la politica monetaria dei vari governi.]

ASSOCIAZIONE FRA LE SOCIETÀ ITALIANE PER AZIONI: *Le finanze pubbliche dei sei paesi della C.E.E. nel 1959*, Roma, 1960, pagg. 156. Quaderni, XXVIII.

*Associazione (L') Nazionale per gli Interessi del Mezzogiorno d'Italia nei suoi primi cinquant'anni di vita*, Collezione Meridionale Editr., Roma, 1960, pagg. 330. Collezione di studi meridionali, 28.

BANCO CENTRAL: *Estudio Económico 1960*, Madrid, 1961, pagg. 247.

[Quarto fascicolo della serie degli Studi economici elaborati dalla Banca Centrale di Spagna (i precedenti vennero pubblicati nel 1957, 1958 e 1959), analizza la situazione dell'economia spagnola e ne esamina i relativi problemi nel quadro dell'integrazione economica europea.]

BANCO DI SICILIA: *Notiziario economico finanziario siciliano 1959*, Palermo, 1960, pagg. XXXI-188.

BANCO DI SICILIA: *Agricoltura e credito agrario in Sicilia*, Palermo, 1960, pagg. 73.

BRACCO ROBERTO: *L'impresa nel sistema del diritto commerciale*, Cedam, Padova, 1960, pagg. XVIII-533.

BUREAU FEDERAL DE STATISTIQUE: *Annuaire statistique de la Suisse 1959-1960*, Ed. Birkhäuser, Bâle, 1960, pagg. X-642.

CENTRAL STATISTICAL OFFICE OF THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC: *Concise statistical year book of the Polish People's Republic 1960*, Polskie Wydawnictwa Gospodarcze, Warsaw, 1960, pagg. XI-179.

CENTRO PER LA STATISTICA AZIENDALE: *Le nostre serie storiche (1928-1959)*, Firenze, 1961, pagg. 39.

[In occasione della ricorrenza del primo venticinquennio di attività il Centro per la Statistica Aziendale di Firenze ha pubblicato le serie statistiche complete, anno per anno, dal 1928 al 1959, dei noti indici da esso elaborati: indice dei prezzi all'ingrosso; indice del costo di sussistenza nel ceto medio; indice dei costi di costruzione (distintamente per casa di abitazione civile, per capannone industriale, per tronco stradale, per veicolo ferroviario, per generatore di vapore); indice dei costi del lavoro nell'industria (distintamente per alcune industrie fondamentali e per le principali qualifiche dei lavoratori). Ciascuna tabella statistica è preceduta da una nota metodologica.]

COMITATO DI RICERCHE ECONOMICHE PER LA SICILIA (C.R.E.S.): *Convegno per i problemi delle zone ed aree di sviluppo industriale in Sicilia (Palermo, 12, 13 e 14 gennaio 1961). Schemi di relazioni*, Palermo, 1960, pagg. 118. Documenti sull'economia siciliana, 4.

COMMISSION BANCAIRE: *Rapport annuel 1959-1960*, Bruxelles, 1960, pagg. 224.

COMMISSION BANCAIRE: *1935-1960*, Bruxelles, 1960, pagg. 269.

[Relazioni dovute alla Commissione bancaria belga cui spetta la sorveglianza sull'applicazione del decreto reale 9 luglio 1935 sul controllo delle Banche e l'emissione dei titoli: 1) Relazione sui lavori della Commissione nel 1960; 2) consuntivo di un venticinquennio di attività. Particolarmente interessante il consuntivo dell'esperienza di controllo dal 1935 al 1960.]

COMUNITÀ EUROPEA DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO: *Gli investimenti nelle industrie del carbone e dell'acciaio della Comunità. Relazione sull'inchiesta 1960. Situazione al 1° gennaio 1960*, Serv. Pubbl. delle Comunità Europee, 1960, pagg. 84.

DELL'AMORE GIORDANO: *Risparmio e liquidità nel processo di sviluppo economico*, A. Giuffrè, Milano, 1960, pagg. 32. Istituto di Economia Aziendale dell'Università Commerciale « L. Bocconi ». Serie Relazioni, n. 25.

DIRECTIA CENTRALA DE STATISTICA: *Annual statistic al Republica Populara Romana 1960*, Bucaresti, 1960, pagg. 486.

- GAROFALO SALVATORE: *Il frutto di alcuni investimenti di lungo periodo in agricoltura*, A. Giuffrè, Milano, 1960, pagg. 89. Quaderni dell'Istituto di Economia Politica « S. Cognetti De Martiis » dell'Università di Bari, I.
- HANSEN BENT: *Inflation problems in small countries*, National Bank of Egypt, Cairo, 1960, pagg. 39. Fiftieth Anniversary Commemoration Lectures.
- INCARNATI LAMBERTO: *L'azienda bancaria nella pianificazione sovietica*, Roma, 1960, pagg. 90.
- ISTITUTO NAZIONALE DELLA PREVIDENZA SOCIALE: *Sintesi dei principali sistemi previdenziali del mondo. II ed. (aggiornamento al 31 dicembre 1959)*, Roma, 1960, pagg. 129.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES. Institut National de Statistique: *Annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge. Tome 80. Année 1959*, Bruxelles, 1960, pagg. XXXI-570.
- MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE. Ufficio Studi Economici. Divisione Statistica: *La marina mercantile nel 1959. Relazione*, Ist. Poligr. dello Stato, Roma, 1960, pagg. 175.
- MINISTERO DEL TESORO. Direzione Generale del Debito Pubblico: *Relazione del Direttore Generale alla Commissione di vigilanza per gli esercizi finanziari 1953-54, 1954-55 e 1955-56*, Ist. Poligr. dello Stato, Roma, 1960, pagg. 334.
- MINISTERO DEL TESORO. Direzione Generale del Tesoro. Servizio Coordinamento e Studi: *Relazione sui servizi della Direzione Generale del Tesoro. Anni 1958 e 1959*, Roma, 1960, pagg. IX, 359 - *Supplemento*, pagg. 209.
- MINISTERO DEL TESORO. Ragioneria Generale dello Stato: *Bilancio di previsione per l'esercizio finanziario 1960-61*, Ist. Poligr. dello Stato, Roma, 1960, pagg. IV-730.
- MINISTERO DEL TESORO. Ragioneria Generale dello Stato: *Nota introduttiva al bilancio di previsione. Esercizio finanziario 1960-61*, Roma, 1960, pagg. VII-317.
- MONDANI ARISTIDE: *Conoscere la borsa. Guida pratica del risparmiatore. Note e statistiche sulle principali società italiane le cui azioni sono quotate in borsa*, L. di G. Pirola, Milano, 1961, pagg. 213.
- NEMSCHAK FRANZ: *Österreich und die europäische Integration*, Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung, Wien, 1960, pagg. 57. Vorträge und Aufsätze, Heft 14.

- Note sulle imprese pubbliche in Francia e sulla misura dell'efficienza (con studi di G. Ardant e P. Mendès-France)* a cura di Sabino Cassese, Milano, 1960 c. 101. Ciriec, Collana di studi e monografie, n. 13.
- PARTIES (LES) CONTRACTANTES À L'ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (GATT): *Le commerce international en 1959*, Genève, 1960, pagg. 207.
- RATTI ANNA MARIA: *Vita e opere di Riccardo Bachì*, A. Giuffrè, Milano, 1961, pagg. 101. Pubblicazioni dell'Istituto di Economia della Facoltà di Economia e Commercio dell'Università di Roma.
- REGIS GIUSEPPE: *La Cina in cifre* (Prefazione di Armando Saporì), Il Mercato Internazionale Editrice, Milano, 1960, pagg. 190.
- [Il volume riproduce e presenta criticamente una serie di rilevazioni statistiche originali della Repubblica Popolare Cinese (popolazione e forze di lavoro, investimenti e sviluppo economico, industria, agricoltura, trasporti e comunicazioni, sanità e cultura). In particolare l'A. illustra e commenta i sistemi di rilevazione e di elaborazione dei dati, in modo da metter in evidenza i limiti di comparabilità dei dati stessi con le statistiche di altri paesi.]
- RENZI ANTONINO: *Criteri di scelta in campo distributivo*, Istituto di ricerche gestionali e di mercato (IRMAR), Roma, 1960, pagg. 129. Collana di ricerche gestionali e di mercato, 1.
- SARGENT J. R.: *La politica dei trasporti in Gran Bretagna*, Ciriec, Milano, 1960 (titolo originale: *British Transport Policy*, Oxford, 1958), c. 117.
- [L'A., per incarico della Fabian Society, esamina la politica dei governi inglesi nel settore dei trasporti e discute particolarmente le conseguenze del *Transport Act* del 1953. Il Sargent distingue accuratamente fra l'aspetto tecnico dello sviluppo del sistema inglese dei trasporti (il conseguito miglioramento dell'efficienza tecnica) e il problema della migliore efficienza economica, e cioè i criteri per stabilire i costi e i rendimenti comparati del trasporto su strada, ferrovia e via aerea. Su tali criteri l'A. insiste, come presupposto per superare le molteplici difficoltà che impedirono al *Transport Act* di costituire un effettivo ed originale *approach* alla soluzione di problemi molto complicati e dibattuti in Inghilterra.]
- SCHIFANI CARMELO: *Redditi e consumi nella agricoltura siciliana. Analisi statistica ed economica del settore dell'agricoltura nel quadro della matrice dell'economia siciliana*, Palermo, 1960, pagg. 330. Banco di Sicilia. Fondazione per l'incremento economico, culturale e turistico della Sicilia « I. Mormino », Nuova Serie, quad. n. 3.
- SCHLAG HANS WERNER: *Aktien als Vermögensanlage*, Fritz Knapp Verlag, Frankfurt A.M., 1959, pagg. 172.
- [L'A. rileva ed elabora statisticamente i diversi elementi che caratterizzano il corso di un gruppo di azioni rappresentative quotate nelle Borse tedesche dal 1913 al 1958. L'esame, condotto attraverso due guerre, due inflazioni e la deflazione del 1931, è molto interessante.



In particolare, l'A. compara il rendimento delle azioni considerate (pp. 121 segg.) con quello di un corrispondente investimento in titoli a reddito fisso (di Stato e ipotecari; obbligazioni industriali, depositi a risparmio) e in oro (verghe e monete) e discute i risultati acquisiti].

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK: *Das schweizerische Bankwesen im Jahre 1959*, Orell Füssli Verlag, Zürich, 1960, pagg. 270.

STABILE TOMMASO: *Lo sviluppo economico del Mezzogiorno e la provincia pontina*, Latina, 1960, pagg. 92.

*Stampa e oro nero 1958. Documentario della campagna di stampa contro l'Ente Nazionale Idrocarburi*. Voll. XIX-XXIII, Roma, 1960, voll. 5. Supplemento al n. 4-42 di « Letteratura ».

STÁTNÍ ÚŘAD STATISTICKÝ: *Statistická ročenka Československé Socialistické Republiky 1960*, Státní nakladatelství technické literatury, Praha, 1960, pagg. 570.

TUCCI GIUSEPPE: *Cooperazione economica e commercio internazionale. Analisi in periodo di deterrent e di fair play*, Editr. « Mondo aperto », Roma, 1960, pagg. XVI-286.

UNION DES INDUSTRIES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (UNICE): *Les systèmes fiscaux des pays membres de la Communauté économique européenne. Tableau synoptique*, E. Bruylant, Bruxelles; Ed. Sirey, Paris; A. Giuffrè, Milano, 1960, pagg. 107.

UNION SUISSE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE: *Rapport sur le commerce et l'industrie de la Suisse en 1959*, Zurich, 1960, pagg. 241.

*Vue d'ensemble sur l'économie collective en Autriche*, Les Annales de l'économie collective, Liège, 48<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 568-569, octobre-novembre 1960, pagg. 349-478.